

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1859

27 juin 2016

### SOMMAIRE

AB Distribution .....	89191	Axiom Lux .....	89192
A&E Fondsholding SCSp .....	89189	Bank GPB International S.A. ....	89196
Aelia Assurances Group S. à r. l. ....	89189	Beward Investments S.à r.l. ....	89193
AFW Luxembourg 1 S.à r.l. ....	89189	Bluebird Securities S.A. ....	89195
Agif S.A. ....	89188	Blue Oak S.à.r.l. ....	89205
Airo Holding S.à r.l. ....	89191	CORESTATE Capital Sales Holding S.à r.l. ....	89230
Airports Group Europe S.à r.l. ....	89190	Harbour Holdings S.à r.l. ....	89221
Aldgate Tower Investments S.à r.l. ....	89190	Highstreet II PropCo III S.à.r.l. ....	89230
Altavista Global Holdings S.à r.l. ....	89190	Hypebox S.à r.l. ....	89195
AMO Holding 11 S.A. ....	89194	Hypebox S.à r.l. ....	89195
AMO Holding 17 S.à r.l. ....	89194	ICG EFVI Luxembourg Financing S.à.r.l. ...	89205
AMO Holding 18 S.à r.l. ....	89194	ImmoFinRe Capital Partners S.A. ....	89196
Amplio Energy S.A. ....	89194	LVS II Luxembourg III S.à r.l. ....	89186
Andalis Capital Partners S.à r.l. ....	89189	LVS II Luxembourg I S.à r.l. ....	89186
Annimeal S.à.r.l. ....	89190	Mavin Property Fund .....	89187
Antica Bari .....	89191	Mberp II (Luxembourg) 18 S.à r.l. ....	89186
APB Certitude B.V. S.à.r.l. ....	89193	Mberp II (Luxembourg) 19 S.à r.l. ....	89186
Apollon Ventures Luxembourg S.à r.l. ....	89190	Medimmo S.A. ....	89187
Apricot Entreprises S.A. ....	89191	Melusine Aviation S. à r.l. & Cie, S.e.c.s. ...	89187
Aquasourca S.A. ....	89191	Memora S.A. ....	89188
Aulien Partners S.à r.l. ....	89193	MF. Etanchéité Sàrl .....	89188
AXA Assurances Luxembourg .....	89192	Michael Kors (Luxembourg) Retail S.à r.l. ..	89187
AXA Assurances Vie Luxembourg .....	89192	Nayhe S.à r.l. ....	89188
AXA Luxembourg S.A. ....	89193		

**LVS II Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 176.929.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé de la Société en date du 7 avril 2016 d'accepter la démission de Monsieur Paul Lawrence, Monsieur Dominique Le Gal et Monsieur George Graham et de nommer Monsieur Sérgio Alfredo Alves Rodrigues, né le 16 septembre 1983 à Celorico de Basto, Portugal, résidant professionnellement au 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Luxembourg, de nommer Madame Véronique Ménard, née le 2 octobre 1973 à Le Loroux-Bottereau, France, résidant professionnellement au 11, Baker Street, GB-W1U 3 AH Londres, Royaume-Uni et de nommer la société PIMCO Lux Management S.à r.l., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 203 083, ayant son siège social au 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Luxembourg en tant que gérants de la Société avec effet au 7 avril 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 avril 2016.

Référence de publication: 2016096956/18.

(160067455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

---

**LVS II Luxembourg III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 176.933.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé de la Société en date du 7 avril 2016 d'accepter la démission de Monsieur Paul Lawrence et de Monsieur Dominique Le Gal et de nommer Monsieur Sérgio Alfredo Alves Rodrigues, né le 16 septembre 1983 à Celorico de Basto, Portugal, résidant professionnellement au 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Luxembourg et de nommer la société PIMCO Lux Management S.à r.l., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 203 083, ayant son siège social au 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Luxembourg en tant que gérants B de la Société avec effet au 7 avril 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 avril 2016.

Référence de publication: 2016096957/16.

(160067454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

---

**Mberp II (Luxembourg) 18 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, Impasse Drosbach.  
R.C.S. Luxembourg B 188.205.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016096988/10.

(160067068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

---

**Mberp II (Luxembourg) 19 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, Impasse Drosbach.  
R.C.S. Luxembourg B 188.212.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016096989/10.

(160067090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

---

**Mavin Property Fund, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 128.473.

*Extrait des résolutions de l'associé unique*

Il résulte des décisions de l'associé unique en date du 20 avril 2016, qui ont acceptées:  
- La démission de M. Theo F.A. Ufting de sa fonction de gérant avec effet au 15 mars 2016  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 20 avril 2016.

*Mandataire*

Référence de publication: 2016096962/14.

(160066737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

---

**Melusine Aviation S. à r.l. & Cie, S.e.c.s., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 130.054.

*Rectificatif du bilan L-150032343 enregistré et déposé le 17/02/2016*

Le Bilan au 30.11.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016096963/11.

(160067425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

---

**Michael Kors (Luxembourg) Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1946 Luxembourg, 21, rue de Louvigny.  
R.C.S. Luxembourg B 201.068.

EXTRAIT

Le conseil de gérance de la Société a décidé en date du 7 avril 2016 de transférer le siège social de la Société du 46A, avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg au 21 rue de Louvigny, L-1946 Luxembourg, et ce avec effet au 31 mars 2016.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2016.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2016096964/14.

(160067287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

---

**Medimmo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 68.681.

*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 18 avril 2016 au siège social*

L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats des administrateurs, Monsieur Benjamin Bodig, Madame Beatrix Garcia et Madame Colette Wohl, tous demeurant au 5, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg et du commissaire aux comptes, ACCOUNTIS S.à.r.l. (anc. Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie S.à.r.l.), RCS B 60.219, demeurant au 63-65, Rue de Merl à L-2146 Luxembourg, jusqu'au jour de l'assemblée générale qui se tiendra en 2021.

Pour extrait conforme

Signature

*Le Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2016096991/15.

(160067236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

---

**Memora S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.  
R.C.S. Luxembourg B 130.913.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 14 janvier 2016.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

*Notaire*

Référence de publication: 2016096992/13.

(160067408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

---

**MF. Etanchéité Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3429 Dudelange, 134, route de Burange.  
R.C.S. Luxembourg B 175.248.

Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2016.

Signature

*Un gérant*

Référence de publication: 2016096993/12.

(160067016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

---

**Nayhe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 21.000,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 115.911.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 03 septembre 2015*

Conformément aux résolutions prises par l'associé unique, en date du 03 septembre 2015, il a été décidé:

- De renouveler avec effet immédiat, le mandat de Madame Nadine Pereira, résidant professionnellement au 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg au poste d'administrateur. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale décidant de l'approbation des comptes au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2016.

Référence de publication: 2016097002/15.

(160067250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

---

**Agif S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 85.992.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 22 décembre 2015*

L'Assemblée a nommé un nouvel Administrateur en remplacement de Monsieur Sylvain KIRSCH.

L'Assemblée a nommé:

Monsieur Olivier CAUDRON, ayant son adresse professionnelle au 31, Grand-Rue L-1661 Luxembourg, aux fonctions d'Administrateur jusqu'à l'Assemblée statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGIF S.A.

Référence de publication: 2016097260/14.

(160067496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Aelia Assurances Group S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.800.000,00.**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.  
R.C.S. Luxembourg B 194.918.

*Extrait des résolutions prises par les gérants en date du 19 avril 2016*

Le siège social de la société est transféré du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 25 avril 2016.

Référence de publication: 2016097257/13.

(160068145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**AFW Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 202.882.

Les statuts coordonnés au 14 mars 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch  
*Notaire*

Référence de publication: 2016097259/11.

(160068112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**A&E Fondsholding SCSp, Société en Commandite spéciale.**

Siège social: L-6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill.  
R.C.S. Luxembourg B 203.686.

Avec effet au 22 avril 2016, UNF Management UG démissionne de son poste de Komplementar et est remplacé par:

Dénomination: Verwaltung A&E Sàrl

Siège social: 31, Op der Heckmill, L-6783 Grevenmacher

Nom du register: Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg

N° d'immatriculation: B205516

Pays: Luxembourg

Type de Mandat: Komplementär

Date de nomination: 22/04/2016

Durée du mandat: indéterminée

*L'Administrateur*

Référence de publication: 2016097236/17.

(160067664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Andalis Capital Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.  
R.C.S. Luxembourg B 162.732.

*Extrait du Conseil de Gérance tenu à Luxembourg le 31 mars 2016.*

*Première résolution*

Décision de transférer le siège social de la société du L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri Schnadt au L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

Luxembourg, le 21 avril 2016.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2016097246/13.

(160068044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Aldgate Tower Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 157.558.

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 22 avril 2016 que:  
Le siège social de la Société a été transféré du 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet au 22 avril 2016.  
Luxembourg, le 22 avril 2016.  
Référence de publication: 2016097244/11.  
(160067865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Altavista Global Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.502,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35, avenue J F Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 191.501.

*Extrait rectificatif au dépôt L160063003 du 15/04/2016*

Il résulte de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 5 avril 2016 que le siège social de la Société est transféré du 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg au 35a Avenue J F Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016097245/13.

(160067558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Annimeal S.à.r.l., Société Anonyme Unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 19.970,00.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.  
R.C.S. Luxembourg B 193.806.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 25 avril 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016097247/11.

(160068256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Apollon Ventures Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.  
R.C.S. Luxembourg B 164.481.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Schuttrange, le 22 avril 2016.

Référence de publication: 2016097248/10.

(160067849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Airports Group Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 167.449.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016097241/9.

(160067752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Airo Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 201.689.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 21 janvier 2016.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

*Notaire*

Référence de publication: 2016097240/13.

(160067964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**AB Distribution, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3598 Dudelange, 59A, route de Zoufftgen.

R.C.S. Luxembourg B 156.171.

—  
Le Bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016097253/9.

(160068079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Antica Bari, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2470 Dudelange, 28, rue de la Fontaine.

R.C.S. Luxembourg B 176.400.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRODESSE S.à r.l.

19, rue de la Gare

L-3237 BETTEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2016097272/13.

(160068046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Apricot Entreprises S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8181 Kopstal, 38, rue de Mersch.

R.C.S. Luxembourg B 163.013.

—  
Der Jahresabschluss vom 31/12/2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016097276/9.

(160068111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Aquasourca S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 109.813.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016097277/10.

(160068032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

**AXA Assurances Vie Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-1479 Luxembourg, 1, place de l'Etoile.

R.C.S. Luxembourg B 53.467.

—  
*Extrait de la Résolution écrite du Conseil d'Administration d'AXA Assurances Vie Luxembourg*

*1. Première Résolution:*

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de renouveler Monsieur Jacques de Vacleroy en qualité de Président du Conseil d'Administration d'AXA Assurances Vie Luxembourg avec effet au 25 mars 2016 pour une durée de 3 ans, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2019 qui sera amenée à statuer sur les comptes de l'année 2018.

L'adresse professionnelle de Monsieur Jacques de Vacleroy est 25, Boulevard du Souverain B-1170 Bruxelles.

*2. Deuxième Résolution:*

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de renouveler Madame Marie-Hélène Massard en qualité d'Administratrice-Déléguée d'AXA Assurances Vie Luxembourg avec effet au 25 mars 2016 pour une durée de 3 ans, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2019 qui sera amenée à statuer sur les comptes de l'année 2018.

L'adresse professionnelle de Madame Marie-Hélène Massard est 1, Place de l'Etoile L-1479 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 avril 2016.

Pour extrait conforme

Marie-Hélène MASSARD

*Administratrice Déléguée*

Référence de publication: 2016097282/22.

(160067581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**AXA Assurances Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-1479 Luxembourg, 1, place de l'Etoile.

R.C.S. Luxembourg B 84.514.

—  
*Extrait de la Résolution écrite du Conseil d'Administration d'AXA Assurances Luxembourg*

*1. Première Résolution:*

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de renouveler Monsieur Jacques de Vacleroy en qualité de Président du Conseil d'Administration d'AXA Assurances Luxembourg avec effet au 25 mars 2016 pour une durée de 3 ans, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2019 qui sera amenée à statuer sur les comptes de l'année 2018.

L'adresse professionnelle de Monsieur Jacques de Vacleroy est 25, Boulevard du Souverain B-1170 Bruxelles.

*2. Deuxième Résolution:*

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de renouveler Madame Marie-Hélène Massard en qualité d'Administratrice-Déléguée d'AXA Assurances Luxembourg avec effet au 25 mars 2016 pour une durée de 3 ans, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2019 qui sera amenée à statuer sur les comptes de l'année 2018.

L'adresse professionnelle de Madame Marie-Hélène Massard est 1, Place de l'Etoile L-1479 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 avril 2016.

Pour extrait conforme

Marie-Hélène MASSARD

*Administratrice Déléguée*

Référence de publication: 2016097283/22.

(160067582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Axiom Lux, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 196.052.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2016.

Référence de publication: 2016097285/10.

(160067613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---



**Aulien Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-2540 Luxembourg, 28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 164.235.

Les comptes annuels du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016097281/11.

(160067832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

**AXA Luxembourg S.A., Société Anonyme.**Siège social: L-1479 Luxembourg, 1, place de l'Etoile.  
R.C.S. Luxembourg B 35.944.*Extrait de la Résolution écrite du Conseil d'Administration d'AXA Luxembourg S.A.**1. Première Résolution:*

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de renouveler Monsieur Jacques de Vacleroy en qualité de Président du Conseil d'Administration d'AXA Luxembourg SA avec effet au 25 mars 2016 pour une durée de 3 ans, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2019 qui sera amenée à statuer sur les comptes de l'année 2018.

L'adresse professionnelle de Monsieur Jacques de Vacleroy est 25, Boulevard du Souverain B-1170 Bruxelles.

*2. Deuxième Résolution:*

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de renouveler Madame Marie-Hélène Massard en qualité d'Administratrice-Déléguée d'AXA Luxembourg SA avec effet au 25 mars 2016 pour une durée de 3 ans, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2019 qui sera amenée à statuer sur les comptes de l'année 2018.

L'adresse professionnelle de Madame Marie-Hélène Massard est 1, Place de l'Etoile L-1479 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 avril 2016.

Pour extrait conforme

Marie-Hélène MASSARD

*Administratrice Déléguée*

Référence de publication: 2016097284/22.

(160067580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

**APB Certitude B.V. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 147.068.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

APB CERTITUDE B.V. S.à R.L.

Référence de publication: 2016097274/11.

(160067535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

**Beward Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.  
R.C.S. Luxembourg B 199.319.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 22 avril 2016.

Référence de publication: 2016097293/10.

(160067896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

**AMO Holding 11 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 24-26, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 135.572.

L'Assemblée générale tenue extraordinairement le 11 avril 2016 a pris acte de la démission de Monsieur Tomas FILINGER, administrateur démissionnaire.

L'Assemblée générale a décidé de nommer comme nouvel administrateur Monsieur Christian SCHILTZ, avec adresse professionnelle au 24-26 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Monsieur Christian SCHILTZ a été nommé pour une période de cinq (5) ans. Son mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2016.

Référence de publication: 2016097268/15.

(160068068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**AMO Holding 17 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 200.100.000,00.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 24-26, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 135.801.

L'Assemblée générale tenue extraordinairement le 13 avril 2016 a pris acte de la démission de Monsieur Tomas FILINGER, gérant démissionnaire.

L'Assemblée générale a décidé de nommer comme nouveau gérant Monsieur Christian SCHILTZ, avec adresse professionnelle au 24-26 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Monsieur Christian SCHILTZ a été nommé pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2016.

Référence de publication: 2016097269/15.

(160068067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**AMO Holding 18 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 200.000.000,00.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 24-26, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 135.828.

L'Assemblée générale tenue extraordinairement le 13 avril 2016 a pris acte de la démission de Monsieur Tomas FILINGER, gérant démissionnaire.

L'Assemblée générale a décidé de nommer comme nouveau gérant Monsieur Christian SCHILTZ, avec adresse professionnelle au 24-26 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

Monsieur Christian SCHILTZ a été nommé pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2016.

Référence de publication: 2016097270/15.

(160068066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Amplio Energy S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 132.826.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016097271/9.

(160068018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Bluebird Securities S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 124.209.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'Assemblée générale de la société en date du 8 avril 2016  
(l'«Assemblée»)*

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de Hinnerk Koch, né le 15 Mars 1963 à Bremen, Allemagne, Caroline Kinyua, née le 22 Février 1978 à Nairobi, Kenya, et Laurent Bélik, né le 2 Septembre 1974 à Ixelles, Belgique, ayant leur adresse professionnelle au 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en tant que administrateurs de la Société avec effet au 8 avril 2016 et ce pour une période de 6 ans. Les mandats des administrateurs seront renouvelés lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2022.

A Luxembourg, le 18 avril 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016097297/18.

(160067775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Hypebox S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.  
R.C.S. Luxembourg B 184.771.

—  
EXTRAIT

Gentoo Corporate Services S.à r.l.

Ayant son siège social à 64 rue Principale, L-5367 Schuttrange, Luxembourg, constitué le 6 septembre 2000 au Luxembourg et enregistré au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B78100

Démissionne avec effet le 22 avril 2016, par la présente, du mandat de gérant A et du conseil de gérance de la société à responsabilité limitée:

Hypebox S.à r.l.

ayant son siège social à 64 rue Principale, L-5367 Schuttrange, Luxembourg, enregistré au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 184771.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016097548/18.

(160068344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Hypebox S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.  
R.C.S. Luxembourg B 184.771.

—  
EXTRAIT

Michelle Carvill,

Demeurant professionnellement au 64 rue Principale, L-5367 Schuttrange, Luxembourg, née le 26 novembre 1966 à Down, Irlande

Démissionne avec effet le 22 avril 2016, par la présente, du mandat de gérant B et du conseil de gérance de la société à responsabilité limitée:

Hypebox S.à r.l.

ayant son siège social à 64 rue Principale, L-5367 Schuttrange, Luxembourg, enregistré au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 184771.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016097549/18.

(160068344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

---

**Bank GPB International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 178.974.

*Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung und der Verwaltungsratssitzung vom 14. April 2016*

Aus dem Protokoll der Generalversammlung der Aktionäre und der Verwaltungsratssitzung vom 14. April 2016 geht hervor daß:

- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft d.h.

\* Herr Andrey Akimov, Vorsitzender des Verwaltungsrates;

\* Herr Alexey Matveev, Stellvertretender Vorsitzender des Verwaltungsrates;

\* Dr. Wolfram Kuoni, Verwaltungsratsmitglied;

\* Herr Chlodwig Reuter, Verwaltungsratsmitglied;

\* Herr Alexander Sobol, Verwaltungsratsmitglied; und

\* Herr Oleg Vaksman, Verwaltungsratsmitglied

verlängert wurden für eine Dauer bis zur Abhaltung der jährlichen Generalversammlung, die im Jahr 2017 abgehalten wird und über das Geschäftsjahr 2016 beschließt;

- Das Mandat des Wirtschaftsprüfers KPMG Luxembourg, société coopérative, verlängert wurde für eine Dauer bis zur Abhaltung der jährlichen Generalversammlung, die im Jahr 2017 abgehalten wird und über das Geschäftsjahr 2016 beschließt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 21. April 2016.

Im Auftrag von Bank GPB International SA.

Max Kremer

Référence de publication: 2016096648/27.

(160067264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

**ImmoFinRe Capital Partners S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof, 9, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 153.699.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND SIXTEEN

ON THE TWENTY-FIFTH DAY OF THE MONTH OF MARCH.

Before us Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg,

Is held

an extraordinary general meeting (hereinafter the "Meeting") of the shareholders of «ImmoFinRe Capital Partners S.A.» (hereinafter the "Company"), a société anonyme having its registered office at 9, route des Trois Cantons, L-8399 Windhof, which was incorporated by a notarial deed on the 7 th of June 2010, published in the Mémorial C, number 1484 of 20 July 2010.

The articles of incorporation have been amended on 28 March 2011 pursuant to a notarial deed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 16 June 2011 under number 1310, and for the last time by deed of the undersigned notary, residing then in Redange-sur-Attert on 28 February 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 5 May 2014 under number 1128.

The Meeting is presided by Mr Andreas TARTORAS, employee, residing professionally in Luxembourg,

The chairman appoints as secretary Benoît TASSIGNY, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Mrs Christel DETREMBLEUR employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman declares and requests the undersigned notary to state:

I. That the shareholders and the number of shares of the Company held by each of them are shown on an attendance list, signed by the president, the secretary, the scrutineer, the shareholders present or proxyholders of the represented shareholders and the undersigned notary. The said list as well as the proxies shall be annexed to this document to be filed together with the registration authorities.

II. That it appears from the attendance list, that all the shares of the Company, all issued in registered form, representing the entire corporate capital of the Company are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the Meeting could validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been informed before the Meeting.

III. That the Meeting renounces to the convening notice, the shareholders present or represented considering themselves being duly convened to the present Meeting and declaring having full knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

IV. That the agenda of the Meeting is the following:

*Agenda*

1) Decision to clarify the wording of the articles 14.2 and 22.2 of the articles of association by replacing it by the following paragraphs:

“ **14.2.** Tracking Shares of Class A - I («A - I Shares») and Tracking Shares of Class B - I («B - I Shares»), shall track part of the net income derived from the participation of the Company into the société anonyme ImmoFinRe II SA (the Designated Asset) or any other type of net income received from the same as far as such net income is linked to the management of the first sub-fund of ImmoFinRe II S.C.A SICAV-FIS namely ImmoFinRe II Global («Tracked Income I»).”

“ **22.2.** A - I Shares and B - I Shares have a right to distributions representing respectively 30% and 50 % of the Tracked Income I.”

2) Decision to create two new categories of Tracking Shares (A - III Shares and B - III Shares) intended to track part of the performance and return of the direct investment realised by the Company in ImmoFinRe III through the shares issued by this company.

A - III Shares and B - III Shares have a right to distributions representing respectively 30% and 50% of net income derived from the participation of the Company into the société à responsabilité limitée ImmoFinRe III or other type of net income received from the same as far as such net income are linked to the management of the first sub-fund of ImmoFinRe III S.C.A SICAV-FIS namely ImmoFinRe III Global.;

3) Requested modification of the articles 14, 16 and 22 of the articles of associations of the Company;

4) Decision increase of the share capital by forty thousand and twenty-four Euros (EUR 40,024-) so as to raise it from one thousand seven hundred and thirty five Euros (EUR 41,735.-) up to eighty-one thousand seven hundred and fifty-nine Euros (EUR 81,759.-) by the issuance of twenty-four (24.-) Founders Shares, twenty thousand (20,000.-) class A - III Shares and twenty thousand (20,000.-) class B - III Shares of one euro (EUR 1,-) each, to be paid-in up to 25% of their value;

5) Requested modification of the article 5 of the articles of associations of the Company;

6) Decision to issue thirty-one thousand (31,000.-) additional Beneficiary Units;

7) Subscription and liberation;

8) Miscellaneous.

V. The chairman states that the present meeting is regularly constituted and may validly decide on its agenda. The shareholders present or represented acknowledge and confirm the statements made by the chairman.

VI Whereas the Chairman states that:

when the first sub-fund (“ImmoFinRe III Global”) of the third ImmoFinRe Group Fund, ImmoFinRe III SCA SICAV-FIS (“FIS III”) was launched, the Shareholders of the Company agreed that two categories of Tracking Shares shall be created and issued to track part of the performance and return of the direct investment realised by the Company in ImmoFinRe III, a société à responsabilité limitée having its registered office at 9, route des Trois Cantons, L-8399 Windhof and being the associé commandité and manager of FIS III;

the shareholders are at the stage where they wish (1) to create the above quoted categories of new Tracking Shares, (2) to increase the share capital of the company by issuance of additional Founders Shares and new Tracking Shares and admit André del Marmol as new shareholder in the Company and (3) to issue additional Beneficiary Units.

The chairman then submits to the vote of the Meeting the following resolutions, which are all adopted by unanimous vote.

*First resolution*

The Meeting resolves to clarify the wording of articles 14.2 and 22.2 of the articles of association by replacing them by the following paragraphs:

“ **14.2.** Tracking Shares of Class A - I («A - I Shares») and Tracking Shares of Class B - I («B - I Shares»), shall track part of the net income derived from the participation of the Company into the société anonyme ImmoFinRe II SA (the Designated Asset) or any other type of net income received from the same as far as such net income is linked to the management of the first sub-fund of ImmoFinRe II S.C.A SICAV-FIS namely ImmoFinRe II Global («Tracked Income I»).”

“ **22.2.** A - I Shares and B - I Shares have a right to distributions representing respectively 30% and 50 % of the Tracked Income I.”

### *Second resolution*

The Meeting decides to create two new categories of Tracking Shares (A - III Shares and B - III Shares) intended to track part of the performance and return of the direct investment realised by the Company in ImmoFinRe III through the shares issued by this company.

These shares shall entitle their holders to the rights and obligations provided by the articles of association for any kind of Tracking Shares.

A - III Shares and B - III Shares have a right to distributions representing respectively 30% and 50% of net income derived from the participation of the Company into the société à responsabilité limitée ImmoFinRe III or other type of net income received from the same as far as such net income are linked to the management of the first sub-fund of ImmoFinRe III S.C.A SICAV-FIS namely ImmoFinRe III Global.

### *Third resolution*

In consequence of the here above resolutions the Meeting decides to amend article 14, 16 and 22 of the articles of association, which shall henceforth be worded as follows:

#### **“ Art. 14. Tracking Shares.**

14.1 Tracking Shares («Tracking Shares») will track the performance and return of a particular asset or assets of the Company (collectively, the «Designated Assets» and individually, a «Designated Asset») which shall be deemed to include not only the Designated Asset identified as such but also (i) the proceeds of sale (whether in cash or otherwise) of all or any part of such Designated Asset, (ii) any asset which may from time to time reasonably be regarded as having replaced in whole or in part such Designated Asset including, for the avoidance of doubt, any proceeds of sale (whether in cash or otherwise) received in respect of any such Designated Asset, (iii) any asset acquired in respect of, or as a consequence of owning, any such Designated Asset, and (iv) any income distribution or capital distribution received by the Company in respect of, or in consequence of, owning such Designated Asset.

14.2 Tracking Shares of Class A - I («A - I Shares») and Shares of Class B - I («B - I Shares»), shall track part of the net income derived from the participation of the Company into the société anonyme ImmoFinRe II SA (the Designated Asset) or other type of net income received from the same as far as such net income are linked to the management of the first sub-fund of ImmoFinRe II S.C.A SICAV-FIS namely ImmoFinRe II Global («Tracked Income I»).

14.3 Tracking Shares of Class A - III («A - III Shares») and Shares of Class B - III («B - III Shares»), shall track part of the net income derived from the participation of the Company into the société à responsabilité limitée ImmoFinRe III (the Designated Asset) or other type of net income received from the same as far as such net income are linked to the management of the first sub-fund of ImmoFinRe III S.C.A SICAV-FIS namely ImmoFinRe III Global («Tracked Income III»).

14.4 The Board of Directors shall be entitled in their absolute discretion (but taking such advice from any auditors or any external counsel as they may deem required) to specify at any time whether the liabilities (including costs and expenses incurred by the Company in whole or in part in respect of a Designated Asset) assumed or incurred by the Company are properly allocated to and are supported by a specific Designated Asset, and for the purposes of these Articles, should be treated as reducing the value of that Designated Asset. The net income of a Designated Asset will be equal to profits generated from the relevant Designated Asset minus the costs or expenses related to such Designated Asset as determined in accordance with this Article 14.3.

14.5 The Tracking Shares do not entail any preferential subscription right, except within their own class of Shares (in the limit of Article 5.3 above).

14.6 Tracking Shares shall entitle their holder to distribution right as set forth in Article 22.”

#### **“ Art. 16. Redemption.**

16.1 Tracking Shares are redeemable either by decision of the Company or by decision of the Shareholder at any time to the extent that the Company has sufficient reserves available to fund such redemption, in accordance with the law.

16.2 Any redemption, cancellation or repayment of Shares shall take place pro rata to the number of Shares held by the Shareholders immediately prior to such redemption, cancellation or repayment.

16.3 In case the redemption process is initiated by the Company, a redemption request shall be sent to the relevant Shareholder at least 15 Business Days before the redemption actually takes place.

16.4 In case the redemption process is initiated by a Shareholder, a redemption request shall be sent to the Company at least 30 Business Days before the redemption actually takes place.

16.5 The Company may request at any time for the compulsory redemption of A - I Shares and/or A - III Shares. Such a redemption initiated by the Company shall be performed:

(i) at fair value as determined in a valuation report realised by an independent auditor appointed in this purpose by the Company (fees to be paid to such an independent expert shall be equally shared between the Company and the dismissed Shareholder), hereafter the «Market Value»;

(ii) at Par Value Plus, as defined in the Shareholders Agreement; or

(iii) at par value depending on the circumstances of the redemption as described in the Shareholders Agreement.

16.6 A redemption of A - I Shares and/or A - III Shares initiated by the holder of such Shares shall be performed at Market Value, or at Par Value Plus or at par value depending on the circumstances of the redemption as described in the Shareholders Agreement.

16.7 In case of death, incapacity, illness of a shareholder or its retirement at 69 or after, its A - I Shares and A - III Shares may not be redeemed, nor diluted. The Shareholders Agreement may provide same restriction concerning corporate shareholders in case of death, incapacity, illness of their relevant beneficial owner (as it is defined in the Shareholders Agreement) or its retirement at 69 or after.

16.8 The Company may request at any time for the compulsory redemption of B - I Shares and/or B - III Shares. Such a redemption initiated by the Company shall be performed at Par Value Plus or at par value depending on the circumstances of the redemption as described in the Shareholders Agreement.

16.9 A redemption of B - I Shares and/or B - III Shares initiated by the holder of such Shares shall be performed at Par Value Plus or at par value depending on the circumstances of the redemption as described in the Shareholders Agreement.

16.10 In case of death, incapacity, illness of a Shareholder or its retirement at 69 or after, its B - I Shares and B - III Shares may not be redeemed. A dilution of such Shares is possible in case of death of a Shareholder up to 50% of the B - I Shares held by such a Shareholder, to the extent that a new B - I Shareholder invests in the share capital of the Company in replacement of the former one, in accordance with the law and these Articles.

16.11 Even if the redemption takes place at the contemplated time, the Company is entitled to postpone partly or in whole the payment of such redemption in case there is no cash enough coming exclusively from the relevant Designated Asset to fund such redemption.

16.12 With the approval of the Board, Tracking Shares may be acquired by Shareholders of the same class of share instead of the Company at the same conditions as provided in this Article and in accordance with the Shareholders Agreement.

16.13 Tracking Shares redeemed by the Company may be acquired by Shareholders of the same class of share at the same conditions as provided in this Article and in accordance with the Shareholders Agreement.”

**“ Art. 22. Distributions.**

22.1 Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company. The balance may be distributed to the Shareholders and the BU Holders upon decision by the General Meeting of Shareholders in accordance with the provisions of the present Articles.

22.2 A - I Shares and B - I Shares have a right to distributions representing respectively 30% and 50% of the Tracked Income I.

22.3 A - III Shares and B - III Shares have a right to distributions representing respectively 30% and 50% of the Tracked Income III.

22.4 Founders Shares are entitled to receive 99.9% of the balance of income to be distributed. The holders of Beneficiary Units are entitled to receive the remaining 0.1%.

22.5 Interim distributions may be declared and paid by the Board of Directors on the Shares and/or the Beneficiary Units in accordance with the provisions of the present Articles and subject to observing the terms and conditions provided for by the law.

22.6 The distributions declared may be paid in any currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate distribution funds into the currency of their payment.

22.7 A distribution declared but not paid on a Share or a Beneficiary Units during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share or Beneficiary Unit, shall be forfeited by the relevant holder, and shall revert to the Company.

22.8 No interest will be paid on distributions declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of the relevant holders.”

*Fourth resolution*

The Meeting decides to increase the share capital of the company by an amount of forty thousand and twenty-four Euros (EUR 40,024.-) so as to raise it from its present amount of forty-one thousand seven hundred and thirty five Euros (EUR 41,735.-) up to eighty-one thousand seven hundred and fifty-nine Euros (EUR 81,759.-) by the issuance of twenty-four (24.-) Founders Shares, twenty thousand (20,000.-) class A - III Shares and twenty thousand (20,000.-) class B - III Shares of one euro (EUR 1,-) each, to be paid-I up to 25% of their value;

*Fifth resolution*

In consequence of the here above resolutions the Meeting decides to amend article 5.1 of the articles of association, which shall henceforth be worded as follows:

**“ Art. 5. Share capital.**

5.1. The issued share capital of the Company is set eighty-one thousand seven hundred and fifty-nine Euros (EUR 81,759.-) represented by forty eight (48) class Founders Shares, twenty thousand four hundred and seven (20,407) class A - I Shares, twenty one thousand three hundred and four (21'304) class B - I Shares, twenty thousand (20,000.-) class A - III Shares and twenty thousand (20,000.-) class B - III Shares (the shares issued by the Company being referred as the «Shares»), each with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) and with such rights and obligations as set out in the Articles.”

*Sixth resolution*

The Meeting decides to issue thirty-one thousand (31,000.-) additional Beneficiary Units.

*Subscription and Payment*

After that, the appearing persons, more mentioned here after, all represented by Mrs Christel DETREMBLEUR pre-named, by virtue of proxies, which proxies will be annexed the present deed, declare to subscribe and to have paid the new shares and the new beneficiary units as more detail here after.

The meeting admits the above named persons, to the subscription of the new shares. The other shareholders renounce their preferential subscription right.

1) Number of A - III Shares subscribed by

AAA Capital Partners Sàrl: . . . . .	9,300
SPRL Philippe F. Winssinger: . . . . .	9,300
Glausiusz Consulting Ltd: . . . . .	1,000
Gregory Winssinger Sprl: . . . . .	200
André del Marmol: . . . . .	200
Total of A - III Shares: . . . . .	<u>20,000</u>

2) Number of B - III Shares subscribed by:

AAA Capital Partners Sàrl: . . . . .	1,220
SPRL Philippe F. Winssinger: . . . . .	1,220
Glausiusz Consulting Ltd: . . . . .	8,400
Gregory Winssinger Sprl: . . . . .	7,280
André del Marmol: . . . . .	1,880
Total of B - III Shares: . . . . .	<u>20,000</u>

3) Number of Founders Shares subscribed by

AAA Capital Partners Sàrl: . . . . .	12
SPRL Philippe F. Winssinger: . . . . .	<u>12</u>
Total of Founders Shares: . . . . .	24

All the beneficiary units issued at a price of one cent of one Euro (EUR 0,01) each have been subscribed by:

Mr. Albéric BRAAS . . . . .	15,500
Mr. Philippe WINSSINGER . . . . .	15,500

All the shares have been partially paid-in up in cash to the extent of 25% of their value i.e. the amount of ten thousand and six euros (10,006.- EUR), and all the beneficiary units have been fully paid-in i.e. three hundred and ten euros (310.- EUR), so that the total amount of ten thousand three hundred and sixteen Euros (EUR 10,316.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

*Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at EUR 1,600.

There being no further business before the meeting, the same is thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in French, followed by an English translation and that in case of any divergences between the English and the French text, the English version shall be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary, the present deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'AN DEUX MILLE SEIZE

LE VINGT-CINQ MARS

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg.



Se tient

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (ci-après l'«Assemblée») de «ImmoFinRe Capital Partners S.A.» (ci-après l'«Assemblée»).

Les statuts ont été modifiés suivant acte notarié du 28 mars 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1310 du 16 juin 2011 et pour la dernière fois par acte du notaire soussigné de résidence alors à Redange-sur-Attert, en date du 28 février 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1128 du 5 mai 2014.

L'assemblée est présidée par Monsieur Andreas TARTORAS, employé, résidant professionnellement à Luxembourg. Le président désigne comme secrétaire Monsieur Benoit TASSIGNY, employé, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Madame Christel DETREMBLEUR, employée, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les noms des actionnaires et le nombre d'actions de la Société qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signé par le président, le secrétaire, le scrutateur, les actionnaires présents ou les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste ainsi que les procurations sont annexées à l'acte notarié pour être soumises aux formalités d'enregistrement.

II. Il est constaté sur la liste de présence que la totalité des actions de la Société, toutes émises sous forme nominative, représentant l'entiereté du capital social de la Société est présent ou représenté à la présente assemblée générale extraordinaire, et que l'Assemblée peut dès lors valablement délibérer sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont été informés avant la tenue de l'assemblée.

III. L'Assemblée a renoncé aux formalités de convocations, les actionnaires présents et représentés se considérant être valablement convoqués et déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué préalablement à l'Assemblée.

IV. L'ordre du jour est le suivant:

*Ordre du jour:*

1) Décision de clarifier le libellé des articles 14.2 et 22.2 des statuts en les remplaçant par les paragraphes suivant:

« **14.2.** Les Actions Traçantes de Classe A - I («Actions A - I») et de Classe B - I («Actions B - I») vont traquer partie du revenu net issu de la participation de la Société dans la société anonyme ImmoFinRe II SA (l'Actif Désigné) ou tout autre type de revenu net reçu de la part de cette dernière pour autant qu'un tel revenu net soit lié à la gestion du premier compartiment d'ImmoFinRe II S.C.A SICAV-FIS à savoir ImmoFinRe II Global («Revenu Traqué I»).»

« **22.2.** Les Actions A - I et les Actions B - I ont droit de recevoir respectivement 30% et 50% du Revenu Traqué I.»

2) Décision de créer de nouvelles catégories d'Actions Traçantes («Actions A - III» et «Actions B - III») destinées à traquer partie de la performance et du rendement de l'investissement direct de la Société dans ImmoFinRe III au travers des parts émises par cette société.

Les Actions A - III et les Actions B - III ont droit de recevoir respectivement 30% et 50% du revenu net issu de la participation de la Société dans la société à responsabilité limitée ImmoFinRe III ou tout autre type de revenu net reçu de la part de cette dernière pour autant qu'un tel revenu net soit lié à la gestion du premier compartiment d'ImmoFinRe III S.C.A SICAVFIS à savoir ImmoFinRe III Global.

3) Modifications requises des articles 14, 16 et 22 des statuts de la Société.

4) Décision d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de quarante mille vingt-quatre euros (EUR 40.024,-) pour le porter de quarante et un mille sept cent trente-cinq euros (EUR 41.735,-) à quatre-vingt et un mille sept cent cinquante-neuf euros (EUR 81.759,-) par l'émission de vingt-quatre (24,-) Actions de Fondateurs, vingt mille (20.000,-) Actions A - III et vingt mille (20.000,-) Actions B - III d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, à libérer à concurrence de 25% de leur valeur.

5) Modifications requises de l'article 5 des statuts de la Société.

6) Décision d'émettre trente et un mille (31.000,-) nouvelles Parts Bénéficiaires.

7) Souscription et libération

8) Divers.

V. Le président constate que la présente assemblée est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour. Les actionnaires présents ou représentés prennent acte de et approuvent les déclarations faites par le président.

VI Considérant que le président constate que:

lors du lancement du premier compartiment (ImmoFinRe III Global) du troisième fonds d'investissement du groupe ImmoFinRe, ImmoFinRe III SCA SICAV FIS («FIS III»), les actionnaires de la Société ont convenu que de nouvelles catégories d'Actions Traçantes seraient créées et émises pour traquer partie de la performance et du rendement de l'invest-

tissement direct de la Société dans ImmoFinRe III, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 9, route des Trois Cantons, L-8399 Windhof et étant l'associé commandité et le gérant de FIS III;

les actionnaires veulent à ce jour (1) créer des catégories de nouvelles Actions Traçantes mentionnées ci-dessus, (2) augmenter le capital de la société par l'émission d'Actions de Fondateurs complémentaires, de nouvelles Actions Traçantes et admettre André del Marmol comme actionnaire de la société et (3) et émettre des Parts Bénéficiaires complémentaires.

Le président soumet ensuite au vote de l'Assemblée les résolutions suivantes qui sont toutes prises à l'unanimité des voix:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide de clarifier le libellé des articles 14.2 et 22.2 des statuts en les remplaçant par les paragraphes suivant:

« **14.2.** Les Actions Traçantes de Classe A - I («Actions A - I») et de Classe B - I («Actions B - I») vont traquer partie du revenu net issu de la participation de la Société dans la société anonyme ImmoFinRe II SA (l'Actif Désigné) ou tout autre type de revenu net reçu de la part de cette dernière pour autant qu'un tel revenu net soit lié à la gestion du premier compartiment d'ImmoFinRe II S.C.A SICAV-FIS à savoir ImmoFinRe II Global («Revenu Traqué I»).»

« **22.2.** Les Actions A - I et les Actions B - I ont droit de recevoir respectivement 30% et 50% du Revenu Traqué I.»

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de créer de nouvelles catégories d'Actions Traçantes («Actions A - III» et «Actions B - III») destinées à traquer partie de la performance et du rendement de l'investissement direct de la Société dans ImmoFinRe III au travers des parts émises par cette société.

Ces actions donneront à leur détenteur les droits et obligations prévus par les statuts pour tout type d'Actions Traçantes.

Les Actions A - III et les Actions B - III ont droit de recevoir respectivement 30% et 50% du revenu net issu de la participation de la Société dans la société à responsabilité limitée ImmoFinRe III ou tout autre type de revenu net reçu de la part de cette dernière pour autant qu'un tel revenu net soit lié à la gestion du premier compartiment d'ImmoFinRe III S.C.A SICAVFIS à savoir ImmoFinRe III Global.

#### *Troisième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes l'Assemblée décide de modifier les articles 14, 16 et 22 des statuts pour leur donner dorénavant la teneur suivante:

#### **« Art. 14. Actions Traçantes.**

14.1 Les actions traçantes («Actions Traçantes») vont traquer la performance et le rendement d'un ou de plusieurs actifs particuliers de la Société (ci-après collectivement les «Actifs Désignés» et individuellement un «Actif Désigné»), ce terme étant réputé inclure non seulement les Actifs Désignés identifiés comme tels mais également (i) le produit de la vente (en numéraire ou autre) de tout ou partie de ces Actifs Désignés (ii) tout actif qui pourra de temps à autre raisonnablement être considéré comme ayant remplacé en tout ou en partie ces Actifs Désignés y compris, afin d'éviter tout doute, tout produit de vente (que ce soit en numéraire ou autre) reçu en relation avec ces Actifs Désignés (iii) tout actif acquis en relation avec, ou en conséquence de la détention de ces Actifs Désignés et (iv) toute distribution de revenu ou de capital reçue par la Société en relation avec, ou en conséquence de la détention de ces Actifs Désignés.

14.2 Les Actions Traçantes de Classe A - I («Actions A - I») et de Classe B - I («Actions B - I») vont traquer partie du revenu net issu de la participation de la Société dans la société anonyme ImmoFinRe II SA (l'Actif Désigné) ou tout autre type de revenu net reçu de la part de cette dernière pour autant qu'un tel revenu net soit lié à la gestion du premier compartiment d'ImmoFinRe II S.C.A SICAV-FIS à savoir ImmoFinRe II Global («Revenu Traqué I»).»

14.3 Les Actions Traçantes de Classe A - III («Actions A - III») et de Classe B - III («Actions B - III») vont traquer partie du revenu net issu de la participation de la Société dans la société à responsabilité limitée ImmoFinRe III (l'Actif Désigné) ou tout autre type de revenu net reçu de la part de cette dernière pour autant qu'un tel revenu net soit lié à la gestion du premier compartiment d'ImmoFinRe III S.C.A SICAV-FIS à savoir ImmoFinRe III Global («Revenu Traqué III»).»

14.4 Le Conseil d'Administration aura le droit, à son entière discrétion (mais conseillé par tous réviseurs ou tout conseiller externe qu'il le jugera nécessaire), de préciser à tout moment si tous les passifs (en ce compris les coûts et dépenses supportés par la Société complètement ou en partie pour un Actif Désigné) assumés ou supportés par la Société sont correctement imputables à et doivent être acquittés par un Actif Désigné spécifique, et, pour les besoins de ces Statuts, doivent être traités comme réduisant la valeur de cet Actif Désigné. Le revenu net d'un Actif Désigné sera égal au profit généré par ledit Actif Désigné diminué des coûts et dépenses en connexion avec cet Actif Désigné tel que déterminé conformément à cet Article 14.3.

14.5 Aucun droit préférentiel de souscription n'est attaché aux Actions Traçantes, sauf au sein de leur propre classe d'Actions (dans les limites de l'Article 5.3 ci-dessus).

14.6 Les Actions Traçantes confèrent à leur détenteur un droit aux distributions tel que détaillé à l'Article 22.»

**« 16. Rachat.**

16.1 Les Actions Traçantes sont rachetables sur décision de la Société ou de l'Actionnaire à tout moment pour autant que la Société dispose de réserves disponibles pour un tel rachat suffisantes et conformément à la loi.

16.2 Tout rachat, annulation et remboursement d'Actions se fera au pro rata du nombre d'Actions détenues par les Actionnaires juste avant ce rachat, cette annulation ou ce remboursement.

16.3 Au cas où la Société initie le rachat, une demande de rachat sera envoyée à l'Actionnaire concerné au moins 15 Jours Ouvrables avant la réalisation effective du rachat.

16.4 Au cas où un Actionnaire initie le rachat, une demande de rachat sera envoyée à la Société au moins 30 Jours Ouvrables avant la réalisation effective du rachat.

16.5 La Société peut procéder au rachat obligatoire des Actions A - I et/ou des Actions A - III à tout moment. Un tel rachat initié par la Société se fera:

(i) à la juste valeur telle que déterminée dans un rapport d'évaluation établi par un réviseur d'entreprises indépendant nommé dans ce but par la Société (le paiement des honoraires dus à ce réviseur indépendant sera également réparti entre la Société et l'Actionnaire sortant), ci-après la «Valeur de Marché»;

(ii) à Par Value Plus, telle que définie dans le Pacte d'Actionnaires; ou

(iii) à la valeur nominale dépendant des circonstances du rachat comme détaillé dans le Pacte d'Actionnaires.

16.6 Un rachat d'Actions A - I et/ou d'Actions A - III initié par le détenteur de telles Actions se fera à la Valeur de Marché, Par Value Plus ou valeur nominale dépendant des circonstances du rachat comme détaillé dans le Pacte d'Actionnaires.

16.7 En cas de décès, d'incapacité, de maladie d'un Actionnaire ou s'il prend sa retraite à 69 ans ou plus tard, ses Actions A - I et Actions A - III ne pourront être ni rachetées, ni diluées. Le Pacte d'Actionnaires peut prévoir une restriction identique applicable aux Actionnaires personnes morales en cas de décès, incapacité ou maladie de leur bénéficiaire effectif (tel que défini dans le Pacte d'Actionnaires) ou s'il prend sa retraite à 69 ans ou plus.

16.8 La Société peut procéder au rachat obligatoire des Actions B - I et/ou des Actions B - III à tout moment. Un tel rachat initié par la Société se fera à Par Value Plus ou à valeur nominale, dépendant des circonstances du rachat comme détaillé dans le Pacte d'Actionnaires.

16.9 Un rachat d'Actions B - I et/ou d'Actions B - III initié par le détenteur de telles Actions se fera à Par Value Plus ou à valeur nominale dépendant des circonstances du rachat comme détaillé dans le Pacte d'Actionnaires.

16.10 En cas de décès, d'incapacité, de maladie d'un Actionnaire ou s'il prend sa retraite à 69 ans ou plus tard, ses Actions B - I et Actions B - III ne pourront être rachetées. Une dilution de ces Actions est possible en cas de décès d'un Actionnaire à concurrence de 50% maximum des Actions B - I détenues par cet Actionnaire, dans la mesure où un nouvel Actionnaire B - I investit dans le capital social de la Société en remplacement du précédent, conformément à la loi et aux Statuts.

16.11 Même lorsque le rachat a lieu à la date prévue, la Société est autorisée à reporter en partie ou en totalité le paiement de ce rachat au cas où elle ne disposerait pas de liquidités suffisantes exclusivement générées par l'Actif Désigné concerné pour financer ce rachat.

16.12 Avec l'accord du Conseil, les Actions traçantes peuvent être acquises par les Actionnaires de la même classe d'actions en lieu et place de la Société aux mêmes conditions que prévues au présent Article et conformément au Pacte d'Actionnaires.

16.13 Les Actions Traçantes rachetées par la Société peuvent être acquises par les Actionnaires de la même classe aux mêmes conditions que prévues au présent Article et conformément au Pacte d'Actionnaires.»

**« Art. 22. Distributions.**

22.1 Cinq pour cent (5%) du bénéfice net sera placé sur un compte de réserve légale. Cette déduction cessera d'être obligatoire lorsque ce compte de réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société. Le solde pourra être distribué aux Actionnaires et aux détenteurs de PB sur décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires conformément aux dispositions des présents Statuts.

22.2 Les Actions A - I et les Actions B - I ont droit de recevoir respectivement 30% et 50% du Revenu Traqué I.

22.3 Les Actions A - III et les Actions B - III ont droit de recevoir respectivement 30% et 50% du Revenu Traqué III.

22.4 Les Actions de Fondateurs donnent droit à recevoir 99.9% du solde du revenu distribuable. Les détenteurs de Parts Bénéficiaires reçoivent les 0,1% restant.

22.5 Le Conseil d'Administration pourra décider et procéder à des distributions intérimaires sur les Actions et/ou les Parts Bénéficiaires conformément aux dispositions des présents Statuts et soumis aux termes et conditions prévus par la loi.

22.6 Les distributions déclarées pourront être payées dans toute devise choisie par le Conseil d'Administration et pourront être payées aux lieux et dates déterminés par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration pourra faire une détermination finale du taux d'échange applicable pour convertir les fonds de distribution dans la devise de leur paiement.

22.7 Une distribution déclarée mais non payée sur une Action ou une Part Bénéficiaire pendant cinq ans ne peut plus être exigée par le détenteur de cette Action ou cette Part Bénéficiaire par la suite, sera déclarée comme ayant fait l'objet d'une renonciation par son détenteur et reviendra à la Société.

22.8 Aucun intérêt ne sera payé sur des distributions déclarées et non-réclamées qui sont détenues par la Société au nom des détenteurs.

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de quarante mille vingt-quatre euros (EUR 40.024,-) pour le porter de son montant actuel de quarante et un mille sept cent trente-cinq euros (EUR 41.735,-) à quatre-vingt et un mille sept cent cinquante-neuf euros (EUR 81.759,-) par l'émission de vingt-quatre (24,-) Actions de Fondateurs, vingt mille (20.000,-) Actions A - III et vingt mille (20.000,-) Actions B - III d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, à libérer à concurrence de 25% de leur valeur.

#### *Cinquième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes l'Assemblée décide de modifier l'article 5.1 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

#### **Art. 5. Capital social.**

5.1. Le capital social émis de la Société est fixé à quatre-vingt et un mille sept cent cinquante-neuf euros (EUR 81.759,-) représenté par quarante-huit (48) actions de classe Fondateurs, vingt mille quatre cent sept (20.407) actions de classe A - I, vingt et un mille trois cent quatre (21.304) actions de classe B - I, vingt mille (20.000,-) actions de classe A - III et vingt mille (20.000,-) actions de classe B - III (l'ensemble des actions émises par la Société étant ci-après désignées comme les «Actions»), d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune ayant les droits et obligations tels que décrits aux présents Statuts.

#### *Sixième résolution*

L'Assemblée décide d'émettre trente et un mille (31.000,-) nouvelles Parts Bénéficiaires.

#### *Souscription et libération*

Les personnes mieux décrites ci-après, toutes représentées par Madame Christel DETREMBLEUR prénommée, en vertu de procurations, lesquelles procurations resteront annexées aux présentes, déclarent souscrire et libérer les nouvelles actions et les nouvelles parts bénéficiaires comme mieux décrit ci-après.

L'Assemblée admet les personnes ci-après nommées à la souscription des nouvelles actions. Les autres actionnaires renoncent à leur droit de souscription préférentiel.

1) Nombre d'Actions A - III souscrites par	
AAA Capital Partners Sàrl: . . . . .	9.300
SPRL Philippe F. Winssinger: . . . . .	9.300
Glausiusz Consulting Ltd: . . . . .	1.000
Gregory Winssinger Sprl: . . . . .	200
André del Marmol: . . . . .	200
Total of A - III Shares: . . . . .	20.000
2) Nombre d'Actions B - III souscrites par	
AAA Capital Partners Sàrl: . . . . .	1.220
SPRL Philippe F. Winssinger: . . . . .	1.220
Glausiusz Consulting Ltd: . . . . .	8.400
Gregory Winssinger Sprl: . . . . .	7.280
André del Marmol: . . . . .	1.880
Total of B - III Shares: . . . . .	20.000
3) Nombre d'Actions de Fondateurs souscrites par	
AAA Capital Partners Sàrl: . . . . .	12
SPRL Philippe F. Winssinger: . . . . .	12
Total of Founders Shares: . . . . .	24
Toutes les Parts Bénéficiaires émises à un prix de un cent d'euro (EUR 0,01) chacune ont été souscrites par:	
Mr. Albéric BRAAS . . . . .	15.500
Mr. Philippe WINSSINGER . . . . .	15.500

Toutes les actions ont été partiellement libérées en numéraire à concurrence de 25% de leur valeur, à savoir un montant de dix mille et six euros (10.006.-EUR) et toutes les Parts Bénéficiaires ont été intégralement payées en numéraire, à savoir un montant de trois cent dix euros (310.- EUR) de sorte que le montant total de dix-mille trois cent seize euros (EUR

10.316,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

*Frais*

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges de quelques formes que ce soit incombant à la société et facturés en raison du présent acte sont évalués à EUR 1.600,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une version française. A la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, qui sont tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les membres du bureau ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: A. TARTORAS, B. TASSIGNY, C. DETREMBLEUR, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/10329. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016087212/485.

(160054892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2016.

**Blue Oak S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. ICG EFVI Luxembourg Financing S.à.r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 195.818.

In the year two thousand and sixteen, on the thirty-first day of the month of March.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary public, residing in Pétange (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

ICG Europe Fund VI (No. 1) Limited Partnership, a limited partnership registered with the Jersey Financial Services Commission Companies Registry under number 1871, having its registered office at Liberte House 19-23 La Motte Street St Helier Jersey JE2 4SY ("ICG Europe Fund VI"),

duly represented by its general partner, ICG Europe Fund VI GP Limited Partnership, a limited partnership registered with the Jersey Financial Services Commission Companies Registry under number 1872, having its registered office at Liberte House 19-23 La Motte Street St Helier Jersey JE2 4SY,

in turn represented by its general partner, ICG Europe Fund VI GP Limited, a limited company registered with the Jersey Financial Services Commission Companies Registry under number 117130, having its registered office at Liberte House 19-23 La Motte Street St Helier Jersey JE2 4SY,

here represented by Mrs. Marisa Gomes, private employee, residing professionally in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

I. The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing party declares that it is the sole shareholder, representing the entire share capital of ICG EFVI Luxembourg Financing S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) and registered office at 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre du Commerce et des Sociétés) under number B 195.818, incorporated by a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on 9 March 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1321 dated 21 May 2015 (the "Company").

III. The Company's articles of incorporation (the "Articles") have last been amended pursuant to a deed of Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg dated 30 September 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3245 dated 1 December 2015.

IV. The appearing party, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

*Agenda:*

1. To change the denomination of the Company from "ICG EFVI Luxembourg Financing S.à r.l. to "Blue Oak S.à r.l." and to consequently amend article 4 of the articles of association of the Company, which shall now read as follows:

" **Art. 4. Denomination.** The Company will have the denomination "Blue Oak S.à r.l.""

2. To transfer the registered office of the Company from 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg to 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg and to consequently amend the first paragraph of article 5 of the Articles, which shall now read as follows:

"**Art. 5. Registered office.** The registered office is established in Niederanven."

3. To reclassify the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each into twelve thousand five hundred (12,500) class A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each;

4. To create nine (9) new classes of shares, namely (i) class B shares, (ii) class C shares, (iii) class D shares, (iv) class E shares, (v) class F shares, (vi) class G shares, (vii) class H shares, (viii) class I shares and (ix) class J shares;

5. To increase the share capital of the Company by an amount of one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred class A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each to an amount of one hundred twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-), represented by (i) twelve thousand five hundred (12,500) class A shares, (ii) twelve thousand five hundred (12,500) class B shares, (iii) twelve thousand five hundred (12,500) class C shares, (iv) twelve thousand five hundred (12,500) class D shares, (v) twelve thousand five hundred (12,500) class E shares, (vi) twelve thousand five hundred (12,500) class F shares, (vii) twelve thousand five hundred (12,500) class G shares, (viii) twelve thousand five hundred (12,500) class H shares, (ix) twelve thousand five hundred (12,500) class I shares and (x) twelve thousand five hundred (12,500) class J shares, all with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each;

6. To issue, with payment of a total share premium of three hundred seventeen thousand one hundred fifty-six Euro and thirty-one Cent (EUR 317,156.31), (i) twelve thousand five hundred (12,500) class B shares, (ii) twelve thousand five hundred (12,500) class C shares, (iii) twelve thousand five hundred (12,500) class D shares, (iv) twelve thousand five hundred (12,500) class E shares, (v) twelve thousand five hundred (12,500) class F shares, (vi) twelve thousand five hundred (12,500) class G shares, (vii) twelve thousand five hundred (12,500) class H shares, (viii) twelve thousand five hundred (12,500) class I shares and (ix) twelve thousand five hundred (12,500) class J shares, all having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "New Shares"), having the rights and privileges as set out in the articles of association to be adopted in the eighth resolution and entitling to dividends in accordance with the Company's articles of association from the day of the decision of the shareholders resolving on the proposed share capital increase;

7. To accept the subscription of the New Shares by ICG Europe Fund VI Jersey Limited, a limited company incorporated in Jersey, registered with the Jersey Financial Services Commission Companies Registry under number 118020, whose registered office is at Liberte House 19 -23 La Motte Street St Helier Jersey JE2 4SY ("ICG EFVI Jersey"), with payment of a total share premium of three hundred seventeen thousand one hundred fifty-six Euro and thirty-one Cent (EUR 317,156.31), by a contribution in kind of a receivable held by ICG EFVI Jersey against the Company (the "Receivable"), having an aggregate contribution value of four hundred twenty-nine thousand six hundred fifty-six Euro and thirty-one Cent (EUR 429,656.31) (the "Subscription Price") and allocation by the Company of the New Shares to ICG EFVI Jersey;

8. To fully restate the articles of association of the Company;

9. Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

*First resolution*

ICG Europe Fund VI RESOLVES to change the denomination of the Company from "ICG EFVI Luxembourg Financing S.à r.l." to "Blue Oak S.à r.l." and to consequently amend article 4 of the articles of association of the Company, which shall now read as follows:

" **Art. 4. Denomination.** The Company will have the denomination "Blue Oak S.à r.l.""

*Second resolution*

ICG Europe Fund VI RESOLVES to transfer the registered office of the Company from 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg to 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg and to consequently amend the first paragraph of article 5 of the Articles, which shall now read as follows:

" **Art. 5. Registered office.** The registered office is established in Niederanven."

*Third resolution*

ICG Europe Fund VI RESOLVES to reclassify the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each into twelve thousand five hundred (12,500) class A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

*Fourth resolution*

ICG Europe Fund VI RESOLVES to create nine (9) new classes of shares, namely (i) class B shares, (ii) class C shares, (iii) class D shares, (iv) class E shares, (v) class F shares, (vi) class G shares, (vii) class H shares, (viii) class I shares and (ix) class J shares.

*Fifth resolution*

ICG Europe Fund VI RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred class A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each to an amount of one hundred twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-), represented by (i) twelve thousand five hundred (12,500) class A shares, (ii) twelve thousand five hundred (12,500) class B shares, (iii) twelve thousand five hundred (12,500) class C shares, (iv) twelve thousand five hundred (12,500) class D shares, (v) twelve thousand five hundred (12,500) class E shares, (vi) twelve thousand five hundred (12,500) class F shares, (vii) twelve thousand five hundred (12,500) class G shares, (viii) twelve thousand five hundred (12,500) class H shares, (ix) twelve thousand five hundred (12,500) class I shares and (x) twelve thousand five hundred (12,500) class J shares, all with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

*Sixth resolution*

ICG Europe Fund VI RESOLVES to issue, with payment of a total share premium of three hundred seventeen thousand one hundred fifty-six Euro and thirty-one Cent (EUR 317,156.31), the New Shares, i.e. (i) twelve thousand five hundred (12,500) class B shares, (ii) twelve thousand five hundred (12,500) class C shares, (iii) twelve thousand five hundred (12,500) class D shares, (iv) twelve thousand five hundred (12,500) class E shares, (v) twelve thousand five hundred (12,500) class F shares, (vi) twelve thousand five hundred (12,500) class G shares, (vii) twelve thousand five hundred (12,500) class H shares, (viii) twelve thousand five hundred (12,500) class I shares and (ix) twelve thousand five hundred (12,500) class J shares, all having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the rights and privileges as set out in the articles of association to be adopted in the eighth resolution.

*Seventh resolution*

ICG Europe Fund VI RESOLVES to accept the subscription of the New Shares by ICG EFVI Jersey and its full payment through a contribution in kind of the Receivable and to allocate such New Shares to ICG EFVI Jersey.

*Subscription - Payment*

There now appears ICG EFVI Jersey, here represented by Mrs. Marisa Gomes, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal which will remain annexed to the present deed for purpose of registration, and declares to:

a) subscribe to the New Shares; and

b) fully pay up such New Shares by a contribution in kind of the Receivable (the "Contribution"), having an aggregate contribution value of four hundred twenty-nine thousand six hundred fiftysix Euro and thirty-one Cent (EUR 429,656.31).

ICG EFVI Jersey, acting through its attorney, declares that the value of the Contribution has been certified by a declaration of the recipient company issued on 31 March 2016, signed by the managers (gérants) of the Company as at the date of the Contribution at four hundred twenty-nine thousand six hundred fifty-six Euro and thirty-one Cent (EUR 429,656.31).

ICG EFVI Jersey, acting through its duly appointed attorney, declares that:

a) it is the sole owner with full power of disposal of the Receivable;

b) the Receivable, which is hereby contributed in kind, is freely transferable; and

c) there exists no impediments to the free transferability of the Receivable to the Company and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Receivable to the Company.

Further to the aforementioned subscription to the New Shares, ICG EFVI Jersey is from now on a shareholder of the Company and as such entitled to vote on the following resolutions.

ICG Europe Fund VI and ICG EFVI Jersey RESOLVE to allocate the Subscription Price as follows:

a) one hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 112,500.-) shall be allocated to the nominal share capital amount of the Company; and

b) three hundred seventeen thousand one hundred fifty-six Euro and thirty-one Cent (EUR 317,156.31) shall be allocated to the share premium account of the Company.

*Eighth resolution*

ICG Europe Fund VI and ICG EFVI Jersey RESOLVE to fully restate the Articles as follows:

**Art. 1. Corporate form.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (the "Company"), and in particular the law dated 10 August 1915, on

commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by its articles of association (the "Articles"), which specify in articles 6.1, 6.2, 6.5 and 9 the exceptional rules applying to a one member company.

**Art. 2. Corporate object.** The object of the Company is to undertake any activities relating to the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations.

The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form whatsoever. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies and the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Denomination.** The Company will have the denomination "Blue Oak S.à r.l."

**Art. 5. Registered office.** The registered office is established in Niederanven.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholder(s).

The address of the registered office may be transferred within the same municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or, as the case may be, by the board of managers.

**Art. 6. Share capital - Shares.**

6.1 - Subscribed share capital

The issued share capital of the Company is set at one hundred twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-) divided into (i) twelve thousand five hundred (12,500) class A shares (the "Class A Shares"), (ii) twelve thousand five hundred (12,500) class B shares (the "Class B Shares"), (iii) twelve thousand five hundred (12,500) class C shares (the "Class C Shares"), (iv) twelve thousand five hundred (12,500) class D shares (the "Class D Shares"), (v) twelve thousand five hundred (12,500) class E shares (the "Class E Shares"), (vi) twelve thousand five hundred (12,500) class F shares (the "Class F Shares"), (vii) twelve thousand five hundred (12,500) class G shares (the "Class G Shares"), (viii) twelve thousand five hundred (12,500) class H shares (the "Class H Shares"), (ix) twelve thousand five hundred (12,500) class I shares (the "Class I Shares") and (x) twelve thousand five hundred (12,500) class J shares (the "Class J Shares"), with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (together the "Shares").

In addition to the share capital, there may be set up a share premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. Any available share premium amount shall be distributable. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may redeem from its shareholder(s), to offset any net realised losses or to make distributions to the shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one-member company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law. In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among



others, of the Law will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

#### 6.2 - Modification of share capital

The share capital of the Company may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 9 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

#### 6.3 Cancellation of share classes

The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with the Class J Shares).

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a class of Shares (in the order provided for in this article 6.3.), such class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of shareholders) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant class held by them and cancelled.

The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the class of Shares to be repurchased and cancelled.

The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers and approved by the general shareholders meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the general shareholders meeting in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

#### *Definitions:*

"Available Amount" means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable share premium and other freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without, for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable share premium and other freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles.

"Interim Accounts" means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

"Interim Account Date" means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Shares.

#### 6.4 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Coowners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

#### 6.5 - Transfer of Shares

In case of a sole shareholder, the Shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the Shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and article 190 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Transfers of Shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The shares may be stapled to convertible instruments, if any, in accordance with the terms and conditions of the relevant convertible instruments.

Any shareholder who transfers one or more of his shares in the capital of the Company to a third party is obligated to transfer a same proportion of his convertible instruments, if any, to that same third party, in accordance with the applicable terms and conditions of the relevant convertible instruments.

In case any shareholder holding share(s) surrenders one or more shares in the capital of the Company pursuant to a redemption, such shareholder is obligated to surrender the same proportion of convertible instruments which are issued in reference to such shares, if any, to the Company and the latter is obligated to redeem the said convertible instruments, if any, in accordance with the terms and conditions of the relevant convertible instruments.

#### 6.6 - Registration of Shares

All Shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Law.

### **Art. 7. Management.**

#### 7.1 - Appointment and removal

The Company shall be managed by one or several managers. If several managers have been appointed they will constitute a board of managers. A manager need not be a shareholder.

The manager(s) will be elected by the sole shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number, and mandate period. They will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders' meeting.

The sole shareholder or the shareholders may decide to appoint one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s).

#### 7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

#### 7.3 - Representation and signatory power

Except as otherwise provided for in these Articles, in dealing with third parties as well as in justice, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two (2) managers or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the board of managers, within the limits of such power.

However if the sole shareholder or the general meeting of shareholders has appointed one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s), the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of one class A manager and one class B manager or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the board of managers, within the limits of such power.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his/her/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/her agency.

#### 7.4 - Chairman, vice-chairman, secretary, procedures

The board of managers may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary who need not be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two (2) managers, and all meetings shall be held in Luxembourg at the place indicated in the notice of such meeting. The chairman shall preside over all meetings of the board of managers, but in his/her absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of the managers present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least three (3) days in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The resolutions of the board of managers shall be recorded in the minutes, to be signed by the managers and by the chairman and the secretary if any, or by a notary public, and recorded in the corporate book.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any manager.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at the meeting of the board of managers, and if at least one class A manager and one class B manager are present or represented if the sole shareholder or the general meeting of shareholders has appointed one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s).

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his/her proxy.

In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a simple majority of managers present or represented, and under the condition that at least one class A manager and one class B manager vote in favour of the resolutions if the sole shareholder or the general meeting of shareholders has appointed one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s). If at any meeting the number of votes for and against a resolution are equal, the chairman of the meeting will have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all managers by circular means shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents and may be evidenced by letter, telefax or telex. A meeting of the board of managers held by way of circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another and effectively communicate with each other. Any participation to a conference call initiated and chaired by a manager located in Luxembourg shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

#### 7.5 - Liability of managers

The manager(s) assume(s), by reason of his/her/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/her/them in the name of the Company.

**Art. 8. Conflict of interests.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the board of managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the next general meeting of shareholders.

**Art. 9. General shareholders' meeting.** The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares he/she/it owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of Shares held by him/her/it. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality of the Company, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give its vote in writing.

**Art. 10. Annual general shareholders' meeting.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Monday of the month of September at 3.00pm. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of managers, exceptional circumstances so require.

**Art. 11. Audit.** Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one (1) statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

#### **Art. 12. Fiscal year - Annual accounts.**

##### 12.1 - Fiscal year

The Company's fiscal year starts on the 1<sup>st</sup> of April and ends on the 31<sup>st</sup> of March of the following year.

## 12.2 - Annual accounts

Each year, the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with article 200 of the Law.

### **Art. 13. Distribution of profits.**

#### 13.1 - General Principle

The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and taxes represent the net profit.

An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) in accordance with the provisions of these Articles.

#### 13.2 - Interim dividends

Distributions of interim dividends are permitted insofar as they strictly abide by the rules of this article 13.2. and article 13.3. and subject to any rule in addition to these as determined by the manager or in case of plurality of managers by the board of managers, together with the shareholder(s):

- The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers shall have exclusive competence to take the initiative to declare interim dividends and allow the distribution of such interim dividends as they deem appropriate and in accordance with the Company's corporate interest.

- In this respect, the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is exclusively competent to decide the amount of the sums available for distribution and the opportunity of such distribution, based on the supporting documentation and principles contained in these Articles and on any agreement possibly entered into from time to time between the shareholder(s).

- In addition, the decision of the manager or, in case of plurality of managers, of the board of managers shall be supported by interim financial statements of the Company dated of less than two (2) months from such decision of the manager or in case of plurality of managers of the board of managers and showing sufficient funds available for distribution provided that the amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the financial year increased by profits carried forward and distributable reserves decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the Law or the Articles.

- Finally, the distribution of interim dividends shall be limited to the amount of the distributable profit as it appears on the above mentioned interim financial statements of the Company. The manager or in case of plurality of managers the board of managers may mandate an independent auditor to review such interim financial statements in order to confirm the sum available for distribution.

- In any case, the distribution of interim dividends shall remain subject to the provisions of article 201 of the Law, which provides for a recovery against the shareholder(s) of the dividends which have been distributed to it/them but do not correspond to profits actually earned by the Company. Such action for recovery shall prescribe five (5) years after the date of the distribution.

13.3. Any distributed amount made by the Company shall be allocated by the general shareholders meeting in accordance with the rights of the different classes of Shares, as set out hereafter:

13.3.1 the holders of the Class A Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.10 per cent of the nominal value of the Class A Shares;

13.3.2 the holders of the Class B Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.15 per cent of the nominal value of the Class B Shares;

13.3.3 the holders of the Class C Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.20 per cent of the nominal value of the Class C Shares;

13.3.4 the holders of the Class D Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.25 per cent of the nominal value of the Class D Shares;

13.3.5 the holders of the Class E Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.30 per cent of the nominal value of the Class E Shares;

13.3.6 the holders of the Class F Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.35 per cent of the nominal value of the Class F Shares;

13.3.7 the holders of the Class G Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.40 per cent of the nominal value of the Class G Shares;

13.3.8 the holders of the Class H Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.45 per cent of the nominal value of the Class H Shares;

13.3.9 the holders of the Class I Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.50 per cent of the nominal value of the Class I Shares;

13.3.10 the holders of the Class J Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.55 per cent of the nominal value of the Class J Shares;

13.3.11 the balance of the amount distributed shall be allocated to the last class of Shares in issue (starting with the Class J Shares).

**Art. 14. Dissolution - Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholder(s) in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

After payment of all debts and charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net assets shall be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/her/its/their holding of Shares.

**Art. 15. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Declaration*

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange (Grand Duchy of Luxembourg), on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the persons appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said representative signed together with Us, the notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le trente-et-un mars.

Devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

ICG Europe Fund VI (No. 1) Limited Partnership, un limited partnership enregistré auprès du Jersey Financial Services Commission Companies Registry sous le numéro 1871, ayant son siège social au Liberte House 19-23 La Motte Street St Helier Jersey JE2 4SY ("ICG Europe Fund VI"),

dûment représenté par son general partner, ICG Europe Fund VI GP Limited Partnership, un limited partnership enregistré auprès du Jersey Financial Services Commission Companies Registry sous le numéro 1872, ayant son siège social au Liberte House 19-23 La Motte Street St Helier Jersey JE2 4SY,

à son tour dûment représenté par son general partner, ICG Europe Fund VI GP Limited, un limited company enregistré auprès du Jersey Financial Services Commission Companies Registry sous le numéro 117130, ayant son siège social au Liberte House 19-23 La Motte Street St Helier Jersey JE2 4SY,

ici représentée par Mme. Marisa Gomes, employée privée, demeurant professionnellement à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

I. Cette procuration restera annexée au présent acte pour être soumise à l'enregistrement.

II. La partie comparante déclare qu'elle est l'associé unique représentant l'intégralité du capital social de ICG EFVI Luxembourg Financing S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Luxembourg ayant un capital social de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) et ayant son siège social au 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.818, constituée suivant acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, du 9 mars 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1321 le 21 mai 2015 (la "Société").

III. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg le 30 septembre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 3245 le 1<sup>er</sup> décembre 2015.

IV. La partie comparante, dûment représentée comme dit ci-dessus, ayant reconnu être parfaitement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Changement de la dénomination de la Société de "ICG EFVI Luxembourg Financing S.à r.l. en "Blue Oak S.à r.l." et modification subséquente de l'article 4 des Statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination: "Blue Oak S.à r.l."."

2. Transfert du siège social de la Société du 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg et modification subséquente du premier paragraphe de l'article 5 des Statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

"**Art. 5. Siège social.** Le siège social est fixé à Niederanven."

3. Reclassification des douze mille cinq cent (12.500) parts sociales existantes ayant pour valeur nominale un Euro (EUR 1,-) chacune en douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe A ayant pour valeur nominale un Euro (EUR 1,-) chacune.

4. Création de neuf (9) nouvelles classes de parts sociales, à savoir (i) les parts sociales de classe B, (ii) les parts sociales de classe C, (iii) les parts sociales de classe D, (iv) les parts sociales de classe E, (v) les parts sociales de classe F, (vi) les parts sociales de classe G, (vii) les parts sociales de classe H, (viii) les parts sociales de classe I et (ix) les parts sociales de classe J.

5. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cent douze mille cinq cent euros (EUR 112.500,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe A d'une valeur d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un montant de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-) représenté par (i) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe A, (ii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe B, (iii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe C, (iv) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe D, (v) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe E, (vi) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe F, (vii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe G, (viii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe H, (ix) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe I et (x) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe J ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

6. Emission, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois cent dix-sept mille cent cinquante-six euros et trente-et-une centime (EUR 317.156,31), de (i) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe B, (ii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe C, (iii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe D, (iv) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe E, (v) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe F, (vi) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe G, (vii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe H, (viii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe I et (ix) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe J ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales"), ayant les droits et obligations fixés dans les statuts de la Société et donnant droit aux dividendes conformément aux statuts de la Société à compter du jour de la décision des associés d'augmenter le capital social.

7. Acceptation de la souscription aux Nouvelles Parts Sociales par ICG Europe Fund VI Jersey Limited, un limited company constitué à Jersey, immatriculé auprès du Jersey Financial Services Commission Companies Registry sous le numéro 118020, ayant son siège social au Liberte House 19 - 23 La Motte Street St Helier Jersey JE2 4SY ("ICG EFVI Jersey") avec paiement d'une prime d'émission de trois cent dix-sept mille cent cinquante-six euros et trente-et-une centime (EUR 317.156,31), par un apport en nature d'une créance détenue par ICG EFVI Jersey contre la Société (la "Créance") d'une valeur de quatre cent vingt-neuf mille six cent cinquante-six euros et trente-et-une centimes (EUR 429.656,31) (le "Prix de Souscription"), et allocation par la Société de ces Nouvelles Parts Sociales à ICG EFVI Jersey.

8. Refonte intégrale des statuts de la Société.

9. Divers.

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

ICG Europe Fund VI DECIDE de changer la dénomination de la Société de "ICG EFVI Luxembourg Financing S.à r.l. en "Blue Oak S.à r.l." et de modifier de manière subséquente l'article 4 des Statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination: "Blue Oak S.à r.l."."

#### *Deuxième résolution*

ICG Europe Fund VI DECIDE de transférer le siège social de la Société du 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg et de modifier de manière subséquente le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 5. Siège social.** Le siège social est fixé à Niederanven."

#### *Troisième résolution*

ICG Europe Fund VI DECIDE de reclassifier les douze mille cinq cent (12.500) parts sociales existantes ayant pour valeur nominale un Euro (EUR 1,-) chacune en douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe A ayant pour valeur nominale un Euro (EUR 1,-) chacune.

#### *Quatrième résolution*

ICG Europe Fund VI DECIDE de créer neuf (9) nouvelles classes de parts sociales, à savoir (i) les parts sociales de classe B, (ii) les parts sociales de classe C, (iii) les parts sociales de classe D, (iv) les parts sociales de classe E, (v) les parts sociales de classe F, (vi) les parts sociales de classe G, (vii) les parts sociales de classe H, (viii) les parts sociales de classe I et (ix) les parts sociales de classe J.

#### *Cinquième résolution*

ICG Europe Fund VI DECIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent douze mille cinq cent euros (EUR 112.500,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe A d'une valeur d'un euro (EUR 1,-) chacune, à un montant de cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-) représenté par (i) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe A, (ii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe B, (iii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe C, (iv) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe D, (v) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe E, (vi) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe F, (vii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe G, (viii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe H, (ix) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe I et (x) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe J ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

#### *Sixième résolution*

ICG Europe Fund VI DECIDE d'émettre, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois cent dix-sept mille cent cinquante-six euros et trente-et-une centime (EUR 317.156,31), (i) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe B, (ii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe C, (iii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe D, (iv) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe E, (v) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe F, (vi) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe G, (vii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe H, (viii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe I et (ix) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe J ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales"), ayant les droits et obligations fixés dans les statuts de la Société et donnant droit aux dividendes conformément aux statuts de la Société tels qu'adoptés dans la huitième résolution.

#### *Septième résolution*

ICG Europe Fund VI DECIDE d'accepter la souscription aux Nouvelles Parts Sociales par ICG EFVI Jersey et de les payer intégralement par apport en nature de la Créance et d'allouer ces Nouvelles Parts Sociales à ICG EFVI Jersey.

#### *Souscription - Payement*

Compareait maintenant ICG EFVI Jersey, représenté par Mme. Marisa Gomes, préqualifiée, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé en vertu de la procuration donnée sous seing privé ciavant mentionnée et déclare:

- souscrire aux Nouvelles Parts Sociales; et
- effectuer la libération en totalité pour les Nouvelles Parts Sociales par un apport en nature consistant en la Créance (l'"Apport") ayant une valeur totale de quatre cent vingt-neuf mille six cent cinquante-six euros et trente-et-une centimes (EUR 429.656,31).

ICG EFVI Jersey, agissant par le biais de son mandataire, déclare que la valeur de l'Apport a été certifiée par une déclaration de la société bénéficiaire émise en date du 31 mars 2016, signée par les gérants de la Société à la date de l'Apport, à quatre cent vingt-neuf mille six cent cinquante-six euros et trente-et-une centimes (EUR 429.656,31).

ICG EFVI Jersey, agissant par le biais de son mandataire, déclare que:

- a) il est le seul détenteur de la Créance et a tout pouvoir pour la transférer;
- b) la Créance, qui est ici apportée en nature, est librement transmissible; et
- c) il n'existe pas d'empêchement à la libre cessibilité de la Créance à la Société, et que des instructions appropriées ont été données pour entreprendre toutes les notifications, enregistrements et autres formalités nécessaires pour parfaire un transfert valable de la Créance à la Société.

A la suite de la souscription aux Nouvelles Parts Sociales qui précède, ICG EFVI Jersey est un associé de la Société et à ce titre a le droit de voter sur les résolutions suivantes.

ICG Europe Fund VI et ICG EFVI Jersey DECIDENT d'allouer le Prix de Souscription de la manière suivante:

- a) cent douze mille cinq cents euros (EUR 112.500,-) seront alloués au compte de capital social nominal de la Société; et
- b) trois cent dix-sept mille cent cinquante-six euros et trente-et-une centime (EUR 317.156,31) seront alloués au compte de prime d'émission de la Société.

#### *Huitième résolution*

ICG Europe Fund VI et ICG EFVI Jersey DECIDENT de refondre les statuts de la société de la façon suivante:

" **Art. 1<sup>er</sup> . Forme sociale.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (les "Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5 et 9, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

**Art. 2. Objet social.** La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises, sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et/ou autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée quelle qu'elle soit. Elle pourra participer à la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre effectuer directement ou indirectement des investissements immobiliers et investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billet à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou valeurs de participation, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toutes autres sociétés et la Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés portant sur tous ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toutes autres sociétés ou personnes, dans chaque cas, pour autant que ces activités ne constituent pas des activités réglementées du secteur financier.

La Société pourra, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra, d'une manière générale, accomplir toutes opérations et transactions qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Dénomination.** La Société aura la dénomination: "Blue Oak S.à r.l."

**Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi à Niederanven.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance.

**Art. 6. Capital social - prime d'émission - Parts sociales.**

6.1 - Capital souscrit et libéré

Le capital social est fixé à cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-) divisé en (i) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe A (les "Parts Sociales de Classe A"), (ii) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe B (les "Parts Sociales de Classe B"), (iii) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe C (les "Parts Sociales de Classe C"), (iv) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe D (les "Parts Sociales de Classe D"), (v) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe E (les "Parts Sociales de Classe E"), (vi) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe F (les "Parts Sociales de Classe F"), (vii) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe G (les "Parts Sociales de Classe G"), (viii) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe H (les "Parts Sociales de Classe H"), (ix) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe I (les "Parts Sociales de Classe I") et (x) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe J (les "Parts Sociales de Classe J") ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (ensemble les "Parts Sociales").

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une ou plusieurs Parts Sociales en plus de la valeur nominale seront transférées. Toute prime d'émission disponible est distribuable. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement, en cas de rachat par la Société, des Parts Sociales des associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions à l'associé unique ou aux associés ou pour allouer des fonds à la réserve légale.



A partir du moment et aussi longtemps que toutes les Parts Sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans ce cas les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi trouvent à s'appliquer, signifiant que chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

#### 6.2 - Modification du capital social

Le capital social de la Société peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 9 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

#### 6.3 - Rachat de classes de parts sociales

Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation de Parts Sociales, y compris l'annulation d'une ou plusieurs Classes entières de Parts Sociales par le rachat et l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans la (les) Classe(s) concernée(s). Dans le cas de rachats et d'annulations de Classes de Parts Sociales, ces rachats et annulations de Parts Sociales devront être effectués dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par la Classe J).

Dans le cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une Classe de Parts Sociales (dans l'ordre prévu dans cet article 6.3.), cette Classe de Parts Sociales donne droit à ses détenteurs au prorata de leur participation dans cette Classe au Montant Disponible (dans la limite toutefois du Montant Total d'Annulation tel que déterminé par l'assemblée générale des associés) et les détenteurs de Parts Sociales de la Classe de Parts Sociales rachetée et annulée recevront de la part de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation Par Part Sociale pour chaque Part Sociale de la Classe en question qu'ils détiennent et qui est annulée.

La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la Catégorie de Parts Sociales devant être rachetées ou annulées.

Le Montant Total d'Annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés sur la base des Comptes Intérimaires concernés. Le Montant Total d'Annulation des Catégories J, I, H, G, F, E, D, C, B et A sera le Montant Disponible de la Catégorie en question au moment de l'annulation de la ou les classe(s) concernée(s) de Parts Sociales, sauf décision contraire de l'assemblée générale des associés de la manière requise pour la modification des Statuts, étant entendu toutefois que le Montant Total d'Annulation ne doit jamais être supérieur à ce Montant Disponible.

Après rachat et annulation des Parts Sociales de la Classe pertinente, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera due et payable par la Société.

#### *Définitions:*

"Montant Disponible" signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) augmenté de (i) toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves librement distribuables et (ii) le cas échéant du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relative à la (aux) Classe(s) de Parts Sociales devant être annulée(s) mais réduit de (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toutes sommes (devant être) placées sur une (des) réserve(s) non-distribuable(s) selon les exigences légales ou statutaires, à chaque fois tel que mentionné dans les Comptes Intérimaires concernés (sans, afin d'éviter tout doute, double comptage) de sorte que:

$$MD = (BN + P + RC) - (PE + RL)$$

Où:

MD = Montant Disponible

BN = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)

P = toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves librement distribuables

RC = le montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relative à la (aux) Classe(s) de Parts Sociales (devant être) annulée(s)

PE = pertes (y compris les pertes reportées)

RL = toutes sommes devant être placées sur une (des) réserve(s) non-distribuables selon les exigences légales ou statutaires

"Comptes Intérimaires" signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernés.

"Date des Comptes Intérimaires" signifie la date ne dépassant pas huit (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation de la Classe de Parts Sociales concernée.

#### 6.4 - Indivisibilité des Parts Sociales

Les Parts Sociales sont indivisibles envers la Société, alors qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

#### 6.5 - Transfert de Parts Sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les Parts Sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

Les Parts Sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Les transferts de Parts Sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

Les parts sociales peuvent être liées à des instruments convertibles le cas échéant conformément aux termes et conditions desdits instruments convertibles.

Tout associé qui transfère une ou plusieurs de ses parts sociales dans le capital de la Société à un tiers a l'obligation de transférer la même proportion de titres convertibles qu'il détient à la même tierce personne, le cas échéant, conformément aux termes et conditions desdits instruments convertibles.

Dans les cas où tout associé détenant des parts sociales cède une ou plusieurs parts sociales dans le capital de la Société par un remboursement, cet associé a l'obligation de céder la même proportion de titres convertibles émis en référence à ces parts sociales, le cas échéant, à la Société et cette dernière est dans l'obligation de rembourser lesdits instruments, le cas échéant conformément aux termes et conditions desdits instruments convertibles.

#### 6.6 - Enregistrement de Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

### **Art. 7. Gérance.**

#### 7.1 - Nomination et révocation

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Un gérant n'est pas nécessairement associé.

Le/les gérant(s) sont nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés qui déterminera leur nombre ainsi que la durée de leur mandat. Les gérants resteront en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles, mais sont révocables ad nutum, avec ou sans justification, par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut décider de nommer un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B.

#### 7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

#### 7.3 - Représentation et signature autorisée

Sauf autrement prévu dans les présents Statuts, dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le/les gérant(s) aura/ auront tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par les signatures conjointes de deux (2) gérants ou par la signature simple ou conjointe de toute personne à qui ce pouvoir de signature a été délégué par le conseil de gérance dans les limites d'un tel pouvoir.

Cependant, si l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B, la Société sera engagée envers les tiers par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B ou par la signature simple ou conjointe de toute personne à qui ce pouvoir de signature a été délégué par le conseil de gérance dans les limites d'un tel pouvoir.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

#### 7.4 - Président, vice-président, secrétaire, procédures

Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées générales des associés.

Le conseil de gérance se réunit suivant convocation par le président ou de deux (2) gérants. Toutes les réunions du conseil de gérance se tiendront à Luxembourg au lieu indiqué dans la convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, mais en son absence le conseil de gérance pourra nommer un autre gérant comme président temporaire par vote de la majorité des gérants présents à la réunion.

La convocation pour toute réunion du conseil de gérance se fera sous forme écrite avec un préavis d'au moins trois (3) jours avant la réunion, sauf en cas d'urgence auquel cas la nature et la motivation de l'urgence devront être mentionnées dans la convocation. Les gérants pourront renoncer par écrit, télégramme, telex ou fax, ou tout autre moyen de communi-

cation similaire à la convocation. Une convocation ne sera pas nécessaire pour une réunion du conseil de gérance tenue à une date et à un lieu déterminé dans une résolution prise antérieurement par le conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par les gérants et le cas échéant par le président et le secrétaire ou par un notaire et seront déposés dans les livres de la Société.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un gérant.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance, et si au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B sont présents ou représentés si l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B.

Chaque gérant peut se faire représenter au conseil de gérance par un autre gérant par procuration.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions seront prises à la majorité simple des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion, et à la condition qu'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B aient voté en faveur des dites résolutions si l'associé unique ou l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérant(s) de classe A et un ou plusieurs gérant(s) de classe B. Au cas où le nombre de votes en faveur et le nombre de votes contes est identique, le président du conseil de gérance disposera d'une voix prépondérante.

Des résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et produisent les mêmes effets que des résolutions prises à une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un seul documents ou sur des copies multiples et peuvent être produites par lettres, téléfax ou télex. Une réunion tenue par résolutions prises de manière circulaire sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Toute participation à une réunion tenue par conférence téléphonique initiée et présidée par un gérant localisé au Luxembourg sera réputée équivalente à une participation en personne à une réunion ainsi tenue qui sera ainsi réputée avoir été tenue à Luxembourg.

#### 7.5 - Responsabilité des gérants

Le/les gérant(s) ne contracte(nt) en raison de ses/leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

**Art. 8. Conflit d'intérêts.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre sociétés ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une telle société ou entité. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions de gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou entité avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou entité, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le conseil de gérance et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique, ou des associés lors de la prochaine assemblée générale des associés.

**Art. 9. Assemblée générale des associés.** L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales des associés n'est pas obligatoire tant que le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

**Art. 10. Assemblée générale annuelle des associés.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la notice de convocation à l'assemblée générale, dernier lundi du mois de septembre à 15 heures. Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devra se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger si, de l'avis unanime et définitif du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

**Art. 11. Vérification des comptes.** Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il/ils soit/soient associé(s). S'il y a plus d'un (1) commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

**Art. 12. Exercice social - Comptes annuels.**

12.1 - Exercice social

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

12.2 - Comptes annuels

Chaque année, le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dressent un inventaire (indiquant notamment toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du/des commissaire (s) constitué conformément à l'article 200 de la Loi.

**Art. 13. Distribution des profits.**

13.1 - Principe général

Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et impôts, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'associé unique ou aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

13.2 - Dividendes intérimaires

Les distributions de dividendes intérimaires sont autorisées dans la mesure où elles sont strictement conformes aux règles fixées par le présent article 13.2. et l'article 13.3 ainsi qu'à toute règle supplémentaire déterminée par le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance avec le/les associé(s):

- L'initiative de déclarer des dividendes intérimaires et d'en autoriser la distribution revient exclusivement au conseil de gérance qui en apprécie l'opportunité et la conformité à l'intérêt social de la Société.

- A cet effet, le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance a compétence exclusive pour décider du montant des sommes distribuables et de l'opportunité d'une distribution, sur la base de la documentation et des principes contenus dans les présents Statuts et de tout accord que le/les associé(s) pourraient conclure entre eux.

- En outre, la décision du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance doit s'appuyer sur des comptes intérimaires de la Société datant de moins de deux mois au moment de cette décision du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance et faisant apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne devra pas excéder les profits réalisés depuis la fin de l'exercice social, augmenté des profits reportés à nouveau et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportables ainsi que des montants à allouer à une réserve à constituer par la Loi ou par les Statuts.

- Enfin, le montant des dividendes intérimaires doit être limité au montant du profit distribuable tel qu'il apparaît sur les comptes intérimaires de la Société mentionnés ci-dessus. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut donner mandat à un auditeur indépendant d'auditer ces comptes intérimaires afin de confirmer le montant des sommes distribuables.

- Dans tous les cas, la distribution des dividendes intérimaires reste soumise aux dispositions de l'article 201 de la Loi, lequel prévoit la possibilité d'une action en répétition contre le/les associé(s) des dividendes distribués à lui/eux et ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis par la Société. Une telle action se prescrit par cinq ans à partir du jour de la répartition.

13.3. Tout montant distribué par la Société sera alloué par l'assemblée générale des associés en lien avec les droits des différentes classes de parts sociales, comme indiqué ci-dessous.

13.3.1. le ou les détenteur(s) de Parts Sociales de Classe A aura droit à un dividende équivalent à 0.10% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe A;

13.3.2. le ou les détenteur(s) de Parts Sociales de Classe B aura droit à un dividende équivalent à 0.15% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe B;

13.3.3. le ou les détenteur(s) de Parts Sociales de Classe C aura droit à un dividende équivalent à 0.20% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe C;

13.3.4. le ou les détenteur(s) de Parts Sociales de Classe D aura droit à un dividende équivalent à 0.25% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe D;

13.3.5. le ou les détenteur(s) de Parts Sociales de Classe E aura droit à un dividende équivalent à 0.30% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe E;

13.3.6. le ou les détenteur(s) de Parts Sociales de Classe F aura droit à un dividende équivalent à 0.35% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe F;

13.3.7. le ou les détenteur(s) de Parts Sociales de Classe G aura droit à un dividende équivalent à 0.40% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe G;

13.3.8. le ou les détenteur(s) de Parts Sociales de Classe H aura droit à un dividende équivalent à 0.45% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe H;

13.3.9. le ou les détenteur(s) de Parts Sociales de Classe I aura droit à un dividende équivalent à 0.50% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe I;

13.3.10. le ou les détenteur(s) de Parts Sociales de Classe J aura droit à un dividende équivalent à 0.55% de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe J;

13.3.11. le solde du montant distribué sera alloué à la dernière Classe de Parts Sociales par ordre alphabétique (en débutant par la Classe J).

**Art. 14. Dissolution - Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision de l'associé unique ou adoptée par l'assemblée générale dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Après paiement de toutes les dettes et charges contre la Société et les dépens de la liquidation, l'actif net sera distribué à l'associé unique ou aux associés proportionnellement à leur détention de Parts Sociales.

**Art. 15. Référence à la loi.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, renvoi est fait aux dispositions de la Loi."

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentaire qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, passé à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg), à la date mentionnée au début du présent document.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée au mandataire des comparants, connus du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Gomes, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07 avril 2016. Relation: EAC/2016/8420. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016097584/907.

(160067889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

#### **Harbour Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 205.572.

#### — STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the eleventh day of April.

Before us Maître Edouard DELOSCH, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### THERE APPEARED:

Harbour Master S.à r.l., a "société à responsabilité limitée", incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-1246 Luxembourg, 2, Albert Borschette, in the process of registration with the Luxembourg Register of Trade and Companies (the "Sole Shareholder"),

represented by Mrs Kheira Monaco, professionally residing in Luxembourg-City, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they wish to incorporate with the following articles of association:

## I. Name - Registered office - Object - Duration

**Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name Harbour Holdings S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

### Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by the general meeting of the shareholders.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. Where the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

### Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation, securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments (including derivatives) representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

3.2. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property including the direct or indirect acquisition, development, holding, promotion, management, sale and/or lease of real estate or moveable property, in the Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere.

3.3. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities.

3.4. The Company may acquire participations in loans and/or lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the companies and/or enterprises in which it holds an interest or a participation or which are members of its group, in particular by granting loans (including on interest-free terms), facilities, security interests over its assets or give guarantees in any form and for any term whatsoever, grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company and provide them with any advice and assistance in any form whatsoever including group treasury services. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets. The Company may also issue any type of preferred equity certificates.

3.5. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.6. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

### Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting its shareholders.

## II. Capital - Shares

### Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares each having a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) and having their rights and obligations as set out in these Articles (the Shares).

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles. The general meeting of the

shareholders may create as many additional classes of shares as the Company may need for the purpose of its investment activity.

5.3. The general meeting of the shareholders may contribute Capital Surplus to the Company and except as set out in these Articles amounts so contributed shall be freely distributable. Capital Surplus shall mean the amounts (a) contributed by the shareholder(s) to the Company without any shares being issued in exchange, and (b) allocated in the accounts of the Company to the non-share contribution account (account 115 "capital contribution without the issuance of new shares" of the Luxembourg standard chart of account of 10 June 2009).

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. Except as otherwise provided in these Articles, each Share confers the right to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Shares in existence.

6.2. A transfer of Shares will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is made to articles 189 and 190 of the Law. Shares may not be transferred inter vivos to third parties, unless shareholders representing at least three-quarters of the share capital have agreed thereto in a general meeting, in accordance with article 189 of the Law.

6.3. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by the shareholders.

6.4. In the course of any given financial year, the Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Law.

### **III. Management - Representation**

#### **Art. 7. Board of managers.**

7.1. The Company is managed by one or several managers appointed by the general meeting of the shareholders which sets the term of their office. In case more than one manager is appointed, the managers shall constitute the board of managers. The managers need not be shareholder(s). The general meeting of the shareholders may appoint managers of two different classes, being class A managers (the Class A Manager(s)) and class B managers (the Class B Manager(s)).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason), by a resolution of the sole shareholder.

#### **Art. 8. Powers of the board of managers.**

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the sole shareholder fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, by the board of managers.

#### **Art. 9. Procedure.**

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place and date indicated in the convening notice, provided that all such meetings shall take place in Luxembourg.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members attending are Luxembourg residents, including, at least one Class A Manager and one Class B Manager in the event that different classes of managers have been appointed. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast, provided that if classes of managers have been appointed at least one Class A Manager and one Class B Manager have approved such resolutions. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by the chairman or by any two managers or, if applicable, by one Class A Manager and one Class B Manager. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two managers or, if applicable, by one Class A Manager and one Class B Manager, or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

**Art. 10. Representation.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the sole manager or, in case of several managers, by the joint signatures of any two managers or, if Class A Managers and Class B Managers have been appointed, by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager, or by the joint or sole signatures of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

**Art. 11. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

#### IV. General meeting of the shareholders

##### Art. 12. Procedure and form.

12.1. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of the meeting.

12.2. Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

12.3. As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

##### Art. 13. Powers and voting rights.

13.1. The sole shareholder shall exercise assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of the shareholders.

13.2. In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

13.4. The shareholders may appoint any person or entity as his their attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him.

#### V. Annual accounts - Allocation of profits

##### Art. 14. Financial year and balance sheet.

14.1. The financial year of the Company shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of each year.

14.2. Each year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. The shareholders may inspect the inventory, the balance sheet and the report of the statutory auditor(s), if any, at the registered office.

##### Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required when the legal reserve has reached an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

15.2. The general meeting has discretionary power to dispose of the surplus. It may allocate such profit to the payment of a dividend, transfer such profit to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i.) interim accounts are drawn up by the board of managers;

(ii.) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including Capital Surplus and share issuance premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii.) the decision to pay interim dividends is taken by the board of managers and the general meeting of shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;



(iv.) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and  
 (v.) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be a shareholder, appointed by the general meeting of the shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for by the general meeting of shareholders or by law, the liquidators shall be vested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholders.

## VII. General provision

**Art. 17. General Provision.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

### *Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2016.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

### *Subscription and payment*

Thereupon, Harbour Master S.à r.l., represented as stated above, declares to subscribe for all 12,500 (twelve thousand five hundred) ordinary shares, with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each.

The shares have all been fully paid up by way of a contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred British Pounds (GBP 12,500) is as of now at the free disposal of the Company, as evidenced in a copy of a blocking certificate provided to the notary.

### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

### *Resolutions of the shareholder*

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:
  - (i) Szymon DEC, born on 3 July 1978 in Lodz, Poland, professionally residing at L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy;
  - (ii) Petr KLIMO, born on 22 September 1976 in Karvina, Czech Republic, professionally residing at L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy; and
  - (iii) Michael THOMAS, born on 9 March 1967 in Pennsylvania (United States of America), professionally residing at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le onzième jour du mois de mars.

Par-devant nous, Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Harbour Master S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constitué suivant les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au L-1246 Luxembourg, 2, Albert Borschette, en cours d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Madame Kheira Monaco, demeurant professionnellement à Luxembourg-Ville, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée «ne varietur» par la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

### **I. Dénomination - Objet - Siège social - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination Harbour Holdings S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance de la Société. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par résolution de l'assemblée générale des associés.

2.2. Il peut être créé par simple décision du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Dans les cas où le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, militaire économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. La Société pourra accomplir toutes les opérations en relation directe ou indirecte avec la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers (y compris les produits dérivés) représentant des droits de propriété, des créances ou des titres transférables émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

3.2. La Société peut exercer toute activité commerciale, financière, ou industrielle et effectuer toute transaction relative à des biens immobiliers ou meubles incluant l'acquisition directe ou indirecte, le développement, la détention, la promotion, la gestion, la cession et/ou la location de biens immobiliers ou meubles, au Grand-Duché de Luxembourg ou ailleurs.

3.3. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'obligations et d'autres titres représentatifs de dettes et/ou de titres représentatifs du capital.

3.4. La Société pourra acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir toute sorte d'assistance financière directe et/ou indirecte aux sociétés et/ou entreprises dans lesquelles elle possède un intérêt ou une participation ou qui sont membres de son groupe, en particulier en consentant des prêts (y compris des prêts sans intérêts), des crédits, des sûretés sur ses actifs ou consentir des garanties sous toute forme et tout terme ou consentir des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société et leur fournir tout conseil et assistance sous toute forme, y compris des services de trésorerie. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs. La Société pourra aussi émettre tout type de preferred equity certificates.

3.5. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.6. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que toutes transactions relatives à l'immobilier ou à la propriété mobilière, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à, la réalisation de son objet social.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civiques, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant les associés.

## II. Capital - Parts sociales

### Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est établi à douze mille cinq cent livres sterling anglaises (GBP 12.500), représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales ordinaires chacune ayant une valeur nominale de une livre sterling anglaise (GBP 1) et ayant leurs droits et obligations tels qu'établis dans les présents Statuts (les Parts Sociales).

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit une seule ou plusieurs fois par une résolution de l'assemblée générale des associés adoptée selon les formes requises pour la modification de ces Statuts. L'assemblée générale des associés pourra créer autant de catégories de parts sociales supplémentaires que la Société le requière dans le cadre de son activité d'investissement.

5.3. L'assemblée générale des associés peut effectuer des apports à la Société en capitaux propres, et sauf indication contraire des présents Statuts, et les montants ainsi apportés seront librement distribuables. Apport en Capitaux Propres signifie les montants (a) apportés par l(es) associé(s) à la Société sans qu'aucune part sociale ne soit émise en contrepartie, et (b) alloués aux comptes de la Société, au compte d'apports en capitaux propres (compte 115 «apports en capitaux propres non rémunéré par des titres» du plan comptable normalisé du Luxembourg du 10 juin 2009).

### Art. 6. Parts sociales.

6.1. Sauf disposition contraire des présents Statuts, chaque Part Sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des Parts Sociales existantes.

6.2. Une cession de Parts Sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi. La cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social de la Société en conformité avec l'article 189 de la Loi.

6.3. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par les associés.

6.4. Au cours de tout exercice social, la Société pourra racheter ses propres Parts Sociales dans les limites et aux conditions fixées par la Loi.

## III. Gestion - Représentation

### Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'assemblée générale des associés qui fixe le terme de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils forment un conseil de gérance. Les gérants n'ont pas besoin d'être associé(s). L'associé unique peut nommer des gérants de deux catégories différentes, étant les gérants de catégorie A (le(s) Gérant(s) de Catégorie A) et les gérants de catégorie B (le(s) Gérant(s) de Catégorie B).

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) par une résolution de l'assemblée générale des associés.

### Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, par le gérant ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance.

### Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que les intérêts de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu et à la date indiqué dans l'avis de convocation, à condition que ces réunions soient tenues au Luxembourg.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants réside au Luxembourg et comprend, au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B dans le cas où différentes catégories de gérants auraient été nommées. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix exprimées à condition que si des catégories de gérants ont été nommées, qu'au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de

Catégorie B aient approuvé ces résolutions. Les résolutions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par le président ou deux gérants ou, le cas échéant, un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B. Les copies et extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être délivrés au cours de procédures judiciaires ou autre, doivent être signés par le président ou par deux gérants ou, le cas échéant, par un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B ou par toute personne dûment nommée à cette fin par le conseil de gérance.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou par télécopie.

**Art. 10. Représentation.** La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la signature du gérant unique ou, si plusieurs gérants sont nommés, par la signature conjointe de deux gérants, ou, si des Gérants de Catégorie A et des Gérants de Catégorie B sont nommés, par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B, ou par la ou les signature(s) individuelles ou conjointes de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

**Art. 11. Responsabilités des gérants.** Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

#### IV. Résolutions de l'assemblée générale des associés

##### Art. 12. Procédure et forme.

12.1. Une assemblée générale annuelle des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

12.2. D'autres assemblées générales des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

12.3. Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

##### Art. 13. Pouvoirs et droits de vote.

13.1. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

13.2. En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

13.3. Cependant, les résolutions modifiant les Statuts ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi.

13.4. Les associés peuvent désigner toute personne ou entité comme leur mandataire en vertu d'une procuration écrite octroyée par lettre, télégramme, telex, télécopieur ou email, pour le représenter.

#### V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

##### Art. 14. Exercice social et bilan.

14.1. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil de gérance dresse le bilan et le compte des profits et pertes de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, auditeur(s) (s'il y en a) et des associés envers la Société.

14.3. Les associés peuvent prendre connaissance de l'inventaire, du bilan et du rapport du (des) commissaire(s) aux comptes, s'il y en a, au siège social de la Société.

##### Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices. Elle peut décider d'affecter de tels bénéfices au paiement d'un dividende, affecter de tels bénéfices à un compte de réserve ou reporter de tels bénéfices.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) un état des comptes est établi par le conseil de gérance de la Société;
- (ii) cet état des comptes montre que des bénéfices et autres réserves (incluant l'Apport en Capitaux Propres et la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par le conseil de gérance et par l'assemblée générale des associés dans les deux mois (2) suivant la date de l'arrêté des comptes;
- (iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, en tenant compte des capitaux de la société; et
- (v) si les dividendes intérimaires payés excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans les résolutions de l'assemblée générale des associés ou dans la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux associés.

## VII. Disposition générale

**Art. 17. Disposition générale.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions légales de la Loi.

### *Dispositions transitoires*

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2016.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

### *Souscription et paiement*

Ces faits exposés, Harbour Master S.à r.l., représentée comme indiqué ci-dessus déclare souscrire à l'intégralité des douze mille cinq cent (12.500) parts sociales ordinaires, d'une valeur nominale d'une livre sterling anglaise (GBP 1) chacune.

Les parts sociales ont été entièrement libérées par apport en numéraire, le montant de douze mille cinq cents livres sterling anglaises (GBP 12.500,-) est donc, à partir de maintenant, à la libre disposition de la Société, tel qu'il en a été justifié par une copie d'un certificat de blocage octroyé au notaire.

### *Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à mille cent euros (EUR 1.100,-).

### *Résolutions de l'associé*

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
  - (i) Szymon DEC, né le 3 juillet 1978 à Lodz, Pologne, demeurant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy; et
  - (ii) Petr KLIMO, né le 22 septembre 1976 à Karvina, République Tchèque, demeurant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy; et
  - (iii) Michael THOMAS, né le 9 mars 1967 en Pennsylvanie (Etats-Unis d'Amérique), demeurant professionnellement à 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande de la comparante que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: K. MONACO, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 14 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/12100. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 22 avril 2016.

Référence de publication: 2016097543/459.

(160067622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.

**CORESTATE Capital Sales Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Highstreet II PropCo III S.à.r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 193.142.

In the year two thousand and sixteen, on eighteenth day of April,  
before us Maître Edouard Delosch, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

CORESTATE CAPITAL AG, a company incorporated under the laws of Switzerland, having its registered office at Baarerstrasse 135, CH-6300 Zug (Switzerland), registered with the trade register of Kanton Zug under number CHE-113.002.233 ("Sole Shareholder"),

hereby represented by Patrick CHANTRAIN, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 13 April 2016, and

The said proxy shall be annexed to the present deed.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Sole Shareholder is the sole shareholder of HIGHSTREET II PropCo III S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of thirty-five thousand euro (EUR 35,000.-), with registered office at L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary dated 16 December 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 199 of 26 January 2015 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 193142 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The Sole Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

*Agenda*

1. To change the name of the Company into "CORESTATE Capital Sales Holding S.a r.l."
2. To decrease the share capital of the Company by an amount of twenty-two thousand five hundred euro (EUR 22,500.-) so as to reduce it from its current amount of thirty-five thousand euro (EUR 35,000.-) to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) by cancellation with immediate effect of all twenty-two thousand five hundred (22,500) shares, having a par value of one euro (EUR 1.-) each and to reimburse the amount of the share capital decrease in a total amount of twenty-two thousand five hundred euro (EUR 22,500.-) to the sole shareholder of the Company.
3. To amend the article 1, article 5 and paragraph 5 of article 12 of the articles of incorporation of the Company.
4. To appoint Mr Andreas WAHL-ULM as new manager of the Company with effect as of the date of the resolutions of the sole shareholder of the Company resolving on his appointment and for an unlimited period of time.
5. Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolution:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolved to change the name of the Company into CORESTATE Capital Sales Holding S.à r.l.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolved to decrease the share capital of the Company by an amount of twenty-two thousand five hundred euro (EUR 22,500.-) so as to reduce it from its current amount of thirty-five thousand euro (EUR 35,000.-) to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) by cancellation with immediate effect of all twenty-two thousand five hundred (22,500) shares, having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each and to reimburse the amount of the share capital decrease in a total amount of twenty-two thousand five hundred euro (EUR 22,500.-) to the Sole Shareholder of the Company.

### *Third resolution*

As a consequence of the above resolutions, the Sole Shareholder resolved to amend article 1, article 5 and paragraph 5 of article 12 of the articles of incorporation of the Company.

Article 1 shall henceforth read as follows:

“ **Art. 1. Name.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of “CORESTATE Capital Sales Holding S.à r.l.” (the Company).”

Article 5 shall henceforth read as follows:

" **Art. 5. Share capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a par value of EUR 1.- (one Euro) per share”.

Paragraph 5 of Article 12 shall henceforth read as follows:

“The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in the case of plurality of managers, by the joint signature of two managers.”

### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolved to appoint Mr Andreas WAHL-ULM, employee, born on 26 March 1971 in Mutlangen (Germany), professionally residing at Friedrich-Ebert-Anlage 35-37, Tower 185, 60327 Frankfurt am Main, Germany, as new manager of the Company with immediate effect and for an unlimited period of time.

### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by its surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

### **Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendsechzehn, am achtzehnten Tag des Monats April,  
vor dem unterzeichneten Notar Maître Edouard Delosch, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,  
ist erschienen:

CORESTATE CAPITAL AG, eine Gesellschaft gegründet nach Schweizer Recht, mit Gesellschaftssitz in der Baarerstrasse 135, CH-6300 Zug (Schweiz), eingetragen beim Schweizer Handelsregister unter der Nummer CHE-113.002.233 (die „Alleingeschafterin“),

hier vertreten durch Patrick CHANTRAIN, Rechtsanwalt, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, Kraft einer privatschriftlichen Vollmacht gegeben am 13. April 2016, und

Die Vollmacht bleibt der vorliegenden notariellen Urkunde beigelegt.

Die Alleingeschafterin hat den unterzeichneten Notar gebeten festzuhalten, dass die Alleingeschafterin die alleinige Geschafterin von HIGHSTREET II PropCo III S.à r.l. ist, eine société à responsabilité limitée Luxemburger Rechts, mit einem Gesellschaftskapital von fünfunddreißigtausend Euro (EUR 35.000,-), mit Gesellschaftssitz in L-2163 Luxemburg, 35, avenue Monterey, Großherzogtum Luxemburg, gegründet gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars vom 16. Dezember 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, unter der Nummer 199 am 26. Januar 2015, eingetragen beim luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 193142 (die „Gesellschaft“). Die Gesellschaftssatzung wurde noch nicht abgeändert.

Die Alleingeschafterin, vertreten wie oben erwähnt, erklärt, dass sie vollständig über die Beschlüsse, die auf Grundlage der folgenden Tagesordnung zu beschließen sind, Kenntnis hatte:

1. Änderung der Firmierung der Gesellschaft in „CORESTATE Capital Sales Holding S.à r.l.“.

2. Herabsetzung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag in Höhe von zweiundzwanzigtausendfünfhundert Euro (EUR 22.500,-), um dieses von seinem derzeitigen Betrag in Höhe von fünfunddreißigtausend Euro (EUR 35.000,-) auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) zu bringen, durch Annullierung mit sofortiger Wirkung von zweiundzwanzigtausendfünfhundert (22.500) Anteilen, mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) und Rückzahlung des Betrages der Gesellschaftskapitalherabsetzung in Höhe von zweiundzwanzigtausendfünfhundert Euro (EUR 22.500,-) an die Alleingeschafterin der Gesellschaft.

3. Abänderung von Artikel 1, Artikel 5 und Artikel 12, Absatz 5, der Gesellschaftssatzung.

4. Bestellung von Herrn Andreas WAHL-ULM als neuer Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum Datum der Beschlüsse der Alleingesellschafterin der Gesellschaft bezüglich seiner Bestellung und für unbegrenzte Zeit.

5. Verschiedenes.

hat den unterzeichneten Notar gebeten folgende Beschlüsse festzuhalten

#### *Erster Beschluss*

Die Alleingesellschafterin hat beschlossen die Firmierung der Gesellschaft in CORESTATE Capital Sales Holding S.à r.l. abzuändern.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Alleingesellschafterin hat beschlossen das Gesellschaftskapital um einen Betrag in Höhe von zweiundzwanzigtausendfünfhundert Euro (EUR 22.500,-) herabzusetzen, um dieses von seinem derzeitigen Betrag in Höhe von fünfunddreißigtausend Euro (EUR 35.000,-) auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) zu bringen, durch Annullierung mit sofortiger Wirkung von zweiundzwanzigtausendfünfhundert (22.500) Anteilen, mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) und den Betrag der Gesellschaftskapitalherabsetzung in Höhe von zweiundzwanzigtausendfünfhundert Euro (EUR 22.500,-) der Alleingesellschafterin der Gesellschaft zurückzuzahlen.

#### *Dritter Beschluss*

Als Folge der oben aufgeführten Beschlüsse, hat die Alleingesellschafterin beschlossen, Artikel 1, Artikel 5 und Artikel 12, Absatz 5, der Gesellschaftssatzung abzuändern.

Artikel 1 lautet künftig wie folgt:

„**Art. 1. Name.** Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Bezeichnung „CORESTATE Capital Sales Holding S.à r.l.“(die Gesellschaft).“.

Artikel 5 lautet künftig wie folgt:

„**Art. 5. Kapital der Gesellschaft.** Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 12.500 (zwölftausendfünfhundert Euro), eingeteilt in 12.500 (zwölftausendfünfhundert) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 1,-(ein Euro) pro Anteil.“

Artikel 12, Absatz 5, lautet künftig wie folgt:

„Wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführers hat, wird sie durch die Unterschrift des Geschäftsführers verpflichtet; bei Mehrheit von Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern verpflichtet.“

#### *Vierter Beschluss*

Die Alleingesellschafterin hat beschlossen Herrn Andreas WAHL-ULM, Angestellter, geboren am 26. März 1971 in Mutlangen (Deutschland), mit beruflicher Anschrift in Friedrich-Ebert-Anlage 35-37, Tower 185, 60327 Frankfurt am Main, Deutschland, als neuer Geschäftsführer der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung und für unbegrenzte Zeit, zu bestellen.

#### *Kosten*

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Gebühren, in welcher Form auch immer, die von der Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde getragen werden, werden auf ungefähr eintausendzweihundert Euro (EUR 1.200,-) geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der der deutschen und englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der oben erschienenen Partei vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und dass im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung der englische Text maßgebend ist.

Die vorliegende Urkunde wurde aufgenommen in Luxemburg durch den unterzeichneten Notar zum eingangs erwähnten Datum.

Nachdem das Dokument die oben erschienene Partei, welche dem unterzeichneten Notar bekannt ist durch seinen Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz, vorgelesen wurde, hat diese die vorliegende originale Urkunde zusammen mit dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Gezeichnet: P. CHANTRAIN, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 19 avril 2016. Relation: 1/LAC/2016/12739. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den 22. April 2016.

Référence de publication: 2016097555/151.

(160067608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2016.